

le prolétaire

M2414 - 464 - 1 €

organe du parti communiste international

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.	- le prolétaire - Journal bimestriel - Un exemplaire 1 €, 3 FS, £ 1 - programme communiste - Revue théorique - Un exemplaire 4 €, 10 FS, £ 3	- il comunista - Journal bimestriel en italien Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - el programa comunista - Revue théorique en espagnol Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2	- le prolétaire - No 464 Oct. - Nov. 2002 39è année
--	---	---	--

DANS CE NUMERO

-Y a-t-il le feu au pré carré?
-Non à l'intervention militaire française en Côte d'Ivoire!
-Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable
-Sur le fil du temps. La doctrine du diable au corps
-Seul le renversement de l'Etat israélien et de tous les Etats bourgeois fera disparaître l'oppression des masses palestiniennes!

Massacre des otages à Moscou:

un «Etat fort» s'attaque toujours d'abord à sa propre population

La sanglante «libération» des otages de Moscou a montré la réalité sinistre de l'attitude de la classe dominante, et pas seulement en Russie car tous les gouvernements bourgeois ont apporté leur soutien au gouvernement russe au nom de la «lutte contre le terrorisme». Poutine a déclaré qu'il fallait donner l'assaut pour montrer que la Russie était «forte». Les troupes spéciales qui ont fait leurs preuves sur les divers terrains de bataille de l'impérialisme russe, ont donc attaqué en pleine capitale avec la bestialité qu'elles manifestent ailleurs: sur la centaine d'otages tués, aucun ne l'a semble-t-il été par le commando tchéchène (dont tous les membres ont été achevés alors qu'ils étaient neutralisés par les gaz). Les véritables terroristes, ceux qui affichent leur mépris absolu de la vie humaine, ceux qui veulent montrer dans le sang leur force non seulement aux populations allogènes rebelles, mais aussi à leurs alliés/concurrents bourgeois et à leurs propres prolétaires, ce sont les dirigeants de l'Etat russe à l'instar des dirigeants de tous les grands et moins grands Etats bourgeois (qu'on se souvienne en France, pour ne citer qu'un exemple parmi malheureusement tant d'autres, du massacre de la grotte d'Ouvéa, intentionnellement perpétré pour montrer aux Kanaks et aux autres que la France était forte). Ce sont les bourgeois qui maintiennent leur domination, au premier chef sur leurs prolétaires, par la violence et la peur avec tout leur appareil de coercition policier et judiciaire, corollaire indispensable du système capillaire d'apprentissage de la servitude et d'abrutissement des consciences.

En période calme, quand le système d'exploitation fonctionne sans heurts, cette violence qui est constitutive des rapports capitalistes et de la division de la société entre une majorité d'exploités et une minorité d'exploiteurs, peut passer relativement inaperçue car elle largement «potentielle», reléguée dans la rubrique faits divers, ou parce qu'elle ne s'applique qu'à des populations lointaines. Mais que la situation se tende, que l'ordre bourgeois se sente menacé - ou

(Suite en page 2)

Contre l'impérialisme mondial et ses guerres

Vive la lutte de classe révolutionnaire!

En même temps que le monde s'enfoncé dans la crise économique, les grands (et moins grands) Etats bourgeois accroissent partout leurs dépenses militaires, multiplient les interventions armées et durcissent les mesures répressives internes sous le prétexte d'une «guerre contre le terrorisme» (le terrorisme des autres!) indéfinie. Les opérations militaires continuent en Afghanistan (où le voile commence à se lever sur les milliers de morts causées par les alliés occidentaux); des soldats américains combattent les guérillas aux Philippines (des «conseillers militaires» se préparent à faire de même en Colombie); les troupes russes poursuivent leurs exactions meurtrières en Tchétchénie et menacent la Géorgie; les risques de guerre entre l'Inde et le Pakistan n'ont pas disparu; l'armée israélienne multiplie ses ravages dans les Territoires palestiniens; les soldats français sont envoyés maintenir l'«ordre» néo-colonial en Côte d'Ivoire (ce que les soldats anglais ont déjà fait en Sierra Leone).

Et maintenant les impérialismes américains et anglais préparent une nouvelle guerre contre l'Irak - qu'ils n'ont pas cessé de bombarder et d'affamer depuis la dernière guerre il y a plus de 10 ans (avec la complicité pendant une bonne partie de ces années des bourgeois français).

LE CAPITALISME EST RESPONSABLE DES GUERRES

Ces tensions militaires et ces guerres sont les conséquences inéluctables des contradictions capitalistes qui poussent chaque Etat ou groupe d'Etat à recourir à la force pour s'assurer des avantages, directs ou indirects, au détriment de ses concurrents: ressources pétrolières, défense ou accroissement de ses positions économiques, politiques ou stratégiques, etc. Plus grande puissance capitaliste de la planète, les Etats-Unis se lancent dans des guerres, qu'elles soient ouvertement définies comme «préventives» (c'est-à-dire d'agression) ou non, pour accroître leur présence (Asie) ou pour maintenir leur domination dans des zones d'importance vitale pour le capitalisme mondial. Puissance bien plus faible, la France fait pourtant exactement la même chose dans les zones qui sont ses «chasses gardées» (Afrique), tout en participant ailleurs, dans la mesure de ses possibilités, à la curée aux côtés des Américains.

Partout les classes dirigeantes bourgeoises, tout en menant une guerre sociale permanente contre leurs propres esclaves salariés, accumulent les causes d'affrontement et se préparent à des conflits à seule fin de sauvegarder leurs bénéfices et leurs privilèges. Le «terrorisme» qu'elles affirment combattre, ce sont elles qui en sont les premiers auteurs et qui le pratiquent avec une violence sans commune mesure avec celle de tous les réseaux Ben Laden (d'ailleurs créés par el-

les). Affamant des masses innombrables, condamnant à la misère et au chômage des populations entières du jour au lendemain, aggravant continuellement l'exploitation et l'oppression, le capitalisme mondial montre l'absurdité des jérémiades pacifistes, démocratiques et légalistes qui ne servent qu'à paralyser ses victimes. Les références au «Droit international» (qui n'est rien d'autre qu'une codification de la loi de la jungle capitaliste), les appels à respecter les règles de la négociation diplomatique ou les principes de l'ONU (cette caverne de brigands), les invocations à la «conscience universelle» aux principes de la Justice ou de la Démocratie, n'ont jamais arrêté les capitalistes ni

(Suite en page 2)

Rivalités interimpérialistes,

crises économiques et vents de guerre

«La concentration des capitaux et des unités géographico-démocratiques de puissance nous donne la marche historique vers le totalitarisme impérialiste. La négation dialectique de l'idéologie libérale initiale qu'elle implique, est pour nous le véritable tremplin de la révolution prolétarienne. Le capitalisme et le mercantilisme ne seront jamais supra-étatiques: en les supprimant le socialisme détruira la constellation des Etats, en attaquant ses astres de première grandeur» («Trajectoire et catastrophe de la forme capitaliste», 1957)

La tendance historique à imposer sur tout le globe son mode de production et ses lois économiques (à partir de la loi de la valeur) est ce sur quoi s'appuie le développement impérialiste de l'économie capitaliste arrivée à son stade ultime - celui où le capital financier domine le capital industriel et commercial; stade où les concentrations de capitaux en territoires économiques dominants (les «unités géographico-démographiques de puissance» dont parle notre texte), alimentent des contradictions économiques et sociales toujours plus aiguës, ouvrant un fossé toujours plus grand entre la satisfaction des besoins vitaux du genre humain et les exigences du marché. Les contradictions économiques se transforment inévitablement en oppositions entre Etats, entre les intérêts nationaux de chaque bourgeoisie et les intérêts «généraux» du marché mondial et du système de la concurrence.

Analysant l'évolution des contradictions interimpérialistes et de la puissance des divers Etats de 1870 jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale, ce travail de parti affirmait que: «une loi confirmée par la première et la deuxième guerre mondiales pourrait donner des lumières appréciables dans la prévision de la troisième, en portant l'attention sur les pays en perte d'influence d'une part et ceux en augmentation agressi-

ve (nous parlons de statistique, pas de morale!) de l'autre».

Sur la base des données de la production des 7 plus grands pays industriels d'alors (qui forment aujourd'hui le G7) et en tenant compte d'un indice de production à parité de population, le parti tirait une conclusion, esquissée ainsi:

«Qualitativement il est certain que les dernières positions des Etats-Unis, soit le tiers de la production industrielle mondiale, sont fermement maintenues; la Russie est arrivée jusqu'au cinquième, peut-être au quart, alors que l'Angleterre et la France (et l'Italie) descendent encore. L'Allemagne est en train de montrer qu'elle peut avoir une troisième reprise et le Japon une seconde.

Quand se rompent les limites entre les marchés (prévision de la rupture du «rideau de fer» qui séparait le soit-disant «marché socialiste» du marché mondial), les foyers de rivalités impérialistes laisseront de côté certaines des puissances européennes traditionnelles, et nous aurons en première ligne les conservateurs Etats-Unis; la Russie, l'Allemagne et le Japon (ou l'Asie)»; ici l'apparition de pays comme l'Inde mais surtout la Chine est prévue. La perspective la plus favorable est indiquée:

«Comme on le devine une défaite de l'Amérique dominante constituerait toujours

le plus bel atout de la Révolution, si celle-ci n'avait pas le temps d'essayer de prendre de vitesse le monstre du militarisme impérialiste».

L'effondrement du système impérialiste dans lequel la Russie dominait les pays de l'Europe de l'Est ainsi qu'une bonne partie de la vaste région qui va du Caucase à la Chine a vu ce que les héritiers du stalinisme appelaient faussement le «camp socialiste» céder à l'agressivité du Japon, de l'Allemagne et des Etats-Unis: son rayon d'action et son poids s'est fortement réduit vis-à-vis de la super-conservatrice Amérique. Dans la vieille Europe seule l'Allemagne a démontré être une puissance en ascension, en particulier en récupérant à l'Est des territoires soustraits à l'influence russe, sans devoir soutenir des affrontements militaires. En Asie le jeune capitalisme chinois surgit avec force aux flancs du Japon. Les foyers de rivalités impérialistes n'ont pas fondamentalement changé par rapport à hier, même si les acteurs traditionnels devront de plus en plus tenir compte de la Chine. Et les foyers cruciaux de la révolution prolétarienne se représenteront à nouveau sur les champs de bataille de la guerre des classes qui virent les masses prolétariennes tenter l'assaut au ciel, dans la vieille Europe, dans l'extrême-orient chinois et dans l'extrême-occident nord-américain.

* * *

Il n'existe pas de remèdes véritables aux crises du capitalisme: toutes les mesures que prennent les classes dominantes pour remé-

(Suite en page 3)

Massacre des otages à Moscou: un «Etat fort» s'attaque toujours d'abord à sa propre population

(Suite de la page 1)

que les contrecoups d'une guerre lointaine aient un écho au coeur des métropoles, et alors la violence potentielle se déchaîne sans retenue. C'est ce qui s'est passé à Moscou où les habitants médusés ont eu un petit échantillon des horreurs qui sont commises tous les jours en Tchétchénie. C'est ce qui se passera demain dans les rues des villes des grands «Etats démocratiques» quand les prolétaires commenceront à chercher à s'émanciper de leur esclavage: la bourgeoisie ne reculera devant rien pour montrer que son Etat est «fort» et pour terroriser ceux qui contestent son autorité.

UN PEUPLE QUI EN OPPRIME UN AUTRE NE PEUT ÊTRE LIBRE

Cette phrase de Marx à propos de la domination de l'Irlande par la Grande-Bretagne ne doit pas être prise dans un banal sens démocratique ou humanitaire. Elle signifie que la force supplémentaire que tire la bourgeoisie de son oppression de certaines populations et de certaines nations plus faibles, lui permet d'accroître ou de renforcer sa domination sur les classes exploitées: indirectement en intéressant une couche «aristocratique» de travailleurs à cette oppression, les liant ainsi à la défense du système bourgeois et en divisant les prolétaires selon leur nationalité, paralysant ainsi la lutte de classe; directement, en utilisant contre les prolétaires en lutte les méthodes, les armes et les troupes forgées pour maintenir l'oppression de ces populations: c'est ainsi que Cavaignac qui, après Bugeaud, s'était distingué par la bestialité de ses méthodes de conquête de l'Algérie, les mit en oeuvre lors de la répression des ouvriers parisiens en 1848. Aujourd'hui c'est en plein coeur de Moscou que les Cavaignac russes ont fait la démonstration de leurs «capacités»... contre leur propre peuple. Ce faisant ils ont démontré aux prolétaires russes qu'ils ne peuvent rester indifférents devant les forfaits commis par «leur» impérialisme, devant ses guerres de rapine, devant les massacres et la destruction qu'il sème quotidiennement pour maintenir sa «force».

La lutte contre l'oppression commise en leur nom, la dénonciation de la propagande et de la pratique chauvines, l'opposition à toutes les discriminations et toutes les mesures contre les ressortissants caucasiens en Russie, la lutte pour le retrait des troupes russes de Tchétchénie et d'ailleurs, la reconnaissance sans condition du droit à l'autodétermination des Tchétchéniens, devront faire partie intégrante de la lutte des prolétaires russes: la condition indispensable pour que puisse être surmontées les divisions entre prolétaires de diverses nationalités est que les prolétaires appartenant à la nation dominante fassent la démonstration, non en paroles mais dans les faits, qu'ils n'ont rien à voir avec cette domination et qu'ils la combattent sans hésiter.

Ce n'est que sur la base de cette démonstration, et plus généralement sur la base de la rupture en acte des prolétaires du pays dominant avec leur bourgeoisie qu'il est possible alors d'arracher les prolétaires du pays dominé à l'emprise de leur bourgeoisie nationale, de les détourner des diverses impasses nationalistes ou religieuses en leur proposant de participer à la lutte pour la défense de tous les prolétaires contre toutes les bourgeoisies par dessus les divisions de nationalité ou de race, dans la perspective de renverser les Etats bourgeois nationaux et d'instaurer sur leurs ruines la dictature prolétarienne internationale.

Cela a été possible hier dans la Russie tsariste, ce devra l'être demain dans la Russie bourgeoise et dans le monde entier

Contre l'impérialisme mondial et ses guerres Vive la lutte de classe révolutionnaire!

(Suite de la page 1)

empêché les guerres: seule la lutte de classe unissant tous les prolétaires contre la bourgeoisie, son système économique et son Etat peut y arriver.

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EST NOTRE PREMIER ENNEMI

Serviteurs zélés de la bourgeoisie et du capitalisme, les réformistes font grand cas des réticences du gouvernement français à suivre le gouvernement américain et ils appellent «la France» à s'opposer à l'ONU à la guerre. Mais en réalité si les dirigeants français insistent pour que les Etats-Unis passent par l'ONU, ce n'est pas par opposition à la guerre, mais pour éviter que les Américains agissent seuls, sans prendre en compte les intérêts impérialistes de leurs alliés. Et c'est ainsi que des négociations discrètes vont ou ont déjà commencé sur le partage du futur butin irakien: les bourgeois français et russes veulent que leur soit garanti le pourcentage de la production pétrolière et les parts de

marché promis par Saddam Hussein (ainsi que le remboursement de la dette), alors que, semble-t-il, les bourgeois américains trouvent leurs prétentions exorbitantes. Derrière les grands principes, voilà quel est le fond véritable des discussions onusiennes... Accorder la moindre confiance aux milieux dirigeants de l'impérialisme français qui sont responsables d'une interminable série de crimes et de guerres et qui maintiennent encore leur domination sur une partie de l'Afrique, pour s'opposer à la guerre, ce n'est pas faire preuve d'un aveuglement invraisemblable: c'est être complice des bourgeois et tromper les travailleurs.

S'ils ne veulent pas servir de chair à canon sur les champs de bataille, s'ils ne veulent pas être contraints à de nouveaux sacrifices et à de nouvelles dégradations de leurs conditions de vie et de travail, les prolétaires doivent refuser de soutenir ceux qui les exploitent sans merci, ceux qui sont leurs véritables **ennemis de classe**: la classe des bourgeois et des patrons, leur Etat et tous leurs laquais politiques et syndicaux. Ils doivent refuser l'union interclassiste qui les

Y a-t-il le feu au pré carré?

tions avec les putschistes.

Et bien entendu il se moque encore plus du sort des populations locales: il n'a rien dit quand les gendarmes ivoiriens ont ratonné les quartiers pauvres d'Abidjan ni quand les troupes gouvernementales se sont livrées à des massacres à Daloa (une centaine de civils massacrés par l'armée régulière lorsqu'elle a repris le contrôle de cette ville en pleine région cacaoyère): aux côtés des génocidaires rwandais hier, aux côtés des massacreurs ivoiriens aujourd'hui, qu'il soit dirigé par des gouvernements de gauche ou de droite, c'est toujours dans le sang que l'impérialisme français maintient sa domination sur son «pré carré» africain.

* * *

Parallèlement aux événements de Côte d'Ivoire, une autre crise ensanglante ce pré carré. En Centrafrique une rébellion militaire, emmenée par l'ancien chef d'état-major réfugié au Tchad, a tenté de renverser le régime d'Ange Patassé. Après quelques jours de combat celui-ci a réussi à faire échec au coup d'Etat grâce à l'intervention des rebelles zaïrois de Jean-Pierre Bemba («Mouvement de Libération du Congo») appelés à la rescousse, un appui de deux cent soldats libyens avec des avions anti-guérillas et de l'artillerie (le ministère français des Affaires Etrangères a déclaré qu'il comprenait l'action libyenne) ainsi que l'action de milices privées mises sur pied par le tristement célèbre Paul Barril. Les Autorités tchadiennes ont accusé ces diverses forces d'avoir massacré plus d'une centaine de tchadiens dans les quartiers nord de Bangui, ce qui a été démenti par le gouvernement centrafricain.

Non à l'intervention militaire française en Côte d'Ivoire!

Tract diffusé par nos camarades

Depuis dimanche 23 septembre plus d'une centaine de soldats français avec leur équipement et des hélicoptères de combat (selon les déclarations officielles) ont été envoyés en Côte d'Ivoire où se trouvaient déjà 600 soldats. Leur objectif avoué est de protéger les résidents français et autres vivant dans le pays.

Cette prétendue mission de protection des civils étrangers se limite apparemment aux riches occidentaux qui occupent des places privilégiées dans l'économie (et qui jusqu'ici n'ont été menacés par personne). Après que le président Gbagbo ait déclaré:

enchaîne aux intérêts capitalistes au nom de la patrie, de la démocratie, de l'économie nationale.

Pour en finir avec les guerres du capitalisme (aujourd'hui l'Irak après l'Afghanistan hier et avant demain une nouvelle guerre mondiale si le capitalisme n'est pas détruit), il n'y a pas d'autre voie que la **guerre de classe** ouverte. Fondée sur l'union des prolétaires par dessus les frontières, son objectif final est le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat.

Dès aujourd'hui les premiers pas peuvent être faits dans cette voie en combattant toutes les divisions de nationalité, de race ou autres, entre travailleurs, en manifestant sa solidarité avec toutes les victimes de l'impérialisme et en s'opposant à toutes les interventions militaires quel qu'en soit le prétexte, en revenant en un mot aux méthodes, aux objectifs et aux moyens de la lutte de classe, et en travaillant à reconstituer l'organe indispensable pour diriger cette lutte jusqu'à la victoire, le **parti de classe international**.

Contre les guerres impérialistes, contre le militarisme, vive la lutte de classe!

Vive la révolution communiste mondiale!

Il semble cependant incontestable que des tueries et diverses exactions (viols, pillages, etc.) ont été commis contre les habitants de ces quartiers (à PK12 et à PK13) par les zaïrois qui avaient déjà agi de la sorte lors des précédents troubles en mai-juin 2001. En tout cas les habitants ont réagi en s'organisant avec des armes de fortune pour empêcher le retour de ces milices.

Les opposants bourgeois, militaires ou non, à Patassé, lui reprochent d'avoir cédé à des intérêts libyens quelques unes des richesses du pays (notamment le diamant). Ces disputes entre bourgeois ne concernent aucunement la population pauvre du pays qui paye le prix fort dans ces affrontements. Les salariés de l'Etat ne sont payés qu'avec de très importants retards. Lors de cette rentrée les enseignants se sont lancés dans un mouvement de grève pour protester contre neuf mois de retard dans le paiement de leur salaire!

Les prolétaires et les opprimés de ces anciennes colonies ont contre eux non seulement leurs propres bourgeois, mais aussi l'impérialisme français. Le devoir des prolétaires conscients ici et de manifester leur solidarité en rompant le silence entretenu par les médias et toute les forces pro-impérialistes sur les méfaits des bourgeois et de l'Etat français là-bas, en se désolidarisant de cette domination et de cette oppression et en indiquant la reprise de la **lutte de classe anticapitaliste et internationaliste** comme la seule voie réaliste pour faire lâcher prise à l'impérialisme français, peut-être le plus rapace de tous. Alors, oui, il y aura le feu au pré carré!

« Nous allons pourchasser systématiquement tous ceux qui se cachent dans les quartiers dits précaires, nous allons les nettoyer », les travailleurs immigrés, surtout d'origine burkinabé, qui représentent une partie importante de la main d'oeuvre ivoirienne ont connu à nouveau de véritables **pogroms** à Abidjan; la gendarmerie a ravagé un quartier populaire, dérobant aux habitants leurs maigres biens, mettant le feu à des milliers de bidonvilles et jetant à la rue plusieurs dizaines de milliers de personnes et promettant de revenir - sans que cela émeuve le moins du monde les autorités françaises. Suivant la ligne de ses prédécesseurs, le gouvernement du «socialiste» Gbagbo n'a

Rivalités interimpérialistes, crises économiques et vents de guerre

(Suite de la page 1)

dier aux crises de leur économie ne font qu'accumuler des facteurs de crise futures et plus graves encore. Guerre impérialiste ou révolution prolétarienne, voilà la seule véritable alternative historique résolutive. Toutes les bourgeoisies sont obligées de chercher à corriger dans la mesure du possible les contradictions les plus graves de la vie économie et sociale dominée par son pouvoir de classe. La guerre ne doit jamais être vue comme le résultat de la volonté capricieuse de telle ou telle bourgeoisie: c'est la gravité des difficultés économiques qui à un certain point la rendent «possible» et «nécessaire»; mais elle ne résout pas en réalité les graves contradictions qui l'ont provoquée, sinon de manière temporaire: au long des années celles-ci ne peuvent pas ne pas réapparaître à une échelle élargie et avec une acuité plus grande encore.

La guerre ouverte avec toute la puissance des appareils militaires, n'arrive qu'après une longue série de guerres commerciales, financières, politiques, diplomatiques conduites par tous les moyens, qu'ils soient licites ou illicites, légaux ou illégaux. La concurrence sur les marchés ne cesse jamais en effet pour les capitalistes: combattre chaque jour la concurrence est le travail de tout capitaliste et son activité principale est de s'équiper pour ce combat. Les capitalistes vivent et meurent de la concurrence; mais avant de mourir, avant de faire faillite, ils pressent au maximum les potentialités productives qui résident dans les muscles et les nerfs des travailleurs avant de les jeter sur le pavé, sur le marché du travail où règne aussi la concurrence entre les «vendeurs de la force de travail».

Périodiquement, quand les crises économiques ou financières ébranlent durement la stabilité des pays y compris les plus développés et menacent de semer la panique parmi les consommateurs, c'est alors que se dressent les «hommes forts» d'un côté - et de l'autre les chantres d'un capitalisme «humain», «moral». C'est alors que se lèvent les vents de guerre, avec toute la propagande sur le besoin d'entrer à nouveau en lutte «pour la démocratie», «contre la dictature», «contre le Mal». Et l'on voit le spectacle grotesque des représentants des plus grandes puissances impérialistes - de la dictature capitaliste sur le monde entier - expliquer à leurs prolétaires et aux masses des pays dominés que les responsables de l'exploitation, de la misère et de la famine qui frappent l'écrasante ma-

jorité de la population du globe et du saccage de la planète, sont en réalité les champions de la paix et qu'il faut les soutenir dans leurs campagnes contre des ennemis microscopiques (Kaddafi, Milosevitch, Saddam Hussein, etc.) désignés tour à tour comme les plus graves menaces pour la paix mondiale.

LA MORALITÉ CAPITALISTE

Les secousses qui ébranlent ces modernes temples bourgeois qui sont les Bourses, à commencer par celles des plus grands pays, peuvent servir d'illustration du caractère irrationnel du système capitaliste et de la folle destruction de richesses et de ressources qu'il provoque. Avec la révélation des falsifications comptables des gigantesques sociétés comme Enron, Global Crossing, WorldCom et leurs répercussions sur les Bourses et l'économie internationales, les Etats-Unis ont montré la portée des crises - beaucoup plus graves que le 11 septembre - que peut provoquer la finance américaine et internationale. Frappés de la crainte d'un nouveau 1929, les économistes ont découvert (!) que le capital financier prévaud sur le capital industriel et que l'avidité, l'agressivité, la course folle de l'activité financière et spéculative des dernières années sont dommageables à la santé du capitalisme. Et les bourgeois de se lamenter que le capitalisme est aujourd'hui «dans les cordes» parce qu'il aurait perdu ses «fondements éthiques». C'est ainsi que le directeur de la Banque centrale américaine affirme que «*la falsification et la fraude détruisent le capitalisme et la liberté de marché, et plus largement sapent les fondements de notre société*» (1), et qu'on peut trouver sous la plume de journalistes bourgeois de premier plan des tirades de ce genre: «*le capitalisme n'est possible que sur la base d'une éthique rigoureuse*», comme à l'époque où «*la morale chrétienne moyenne*» indiquait «*avec précision comment faire fonctionner la concurrence et le marché: ne pas agir de manière frauduleuse, ne pas faire de pactes secrets, respecter la parole donnée, ne pas changer les règles du jeu, garantir, sous le contrôle des corporations, la qualité et le prix juste au consommateur*» (2). C'est au XVe siècle en Italie que naquit le capitalisme avec ses premières institutions, le marché et les banques (le mot lui-même vient de l'italien); ce capitalisme «*n'aurait pu prospérer si les corporations n'avaient pas imposé des règles rigoureuses et si l'Eglise n'avait pas élaboré et enseigné une solide morale économique*». L'Eglise

moyennageuse comme ultime pilier du capitalisme ultra-développé...

Tous donc d'applaudir Bush pour avoir fait passer une loi prévoyant la prison pour les dirigeants d'entreprise corrompus et falsificateurs des comptes qui annonce «*une nouvelle éthique qui augmentera la confiance des investisseurs, rendra les salariés fiers de leurs entreprises et redonnera confiance au peuple américain*» (3), tous d'applaudir le très Saint Père pour ses sermons contre l'avidité et le cynisme des capitalistes indifférents à la pauvreté dans le monde: que l'on revienne à des règles rigoureuses et à une solide morale économique, et le capitalisme est sauvé!

C'est que dans les cycles d'expansion et d'euphorie boursière, les capitalistes oublient allégrement les règles qu'ils se sont donnés dans le vain espoir de réglementer la concurrence. Quelques années de prison pour quelques chefs d'entreprise parce qu'ils ont trompé d'autres capitalistes n'ont jamais fait peur à la classe dominante; elle y trouve d'ailleurs l'occasion de lancer un message à la population: les malhonnêtes ne sont qu'une exception et ils seront punis, tout le reste du système fonctionne et doit continuer à fonctionner: libre concurrence, accumulation de richesses et de profits, spéculations à la Bourse.

La seule règle que connaît et respecte toujours le capitalisme est la recherche du profit et cette règle vaut aussi pour les marchés financiers. La base éthique, la morale économique de cette force sociale impersonnelle qu'est le capital se résume à un seul grand principe: production, reproduction et valorisation du capital. Tout ce qui va dans ce sens est permis. Peu importe pour le capital impersonnel que sa valorisation se réalise à travers l'exploitation bestiale du travail humain et le pillage effréné des ressources de la planète, tant que les conséquences ne risquent pas de se transformer en obstacles pour sa valorisation future. Qu'aillent donc en prison l'administrateur de la WorldCom et ses acolytes, que fassent faillite des dizaines et des centaines d'entreprises, que soient jetés à la rue des millions de prolétaires: l'important est que le système capitaliste continue à amasser des profits!

Mais quand les cycles d'expansion laissent la place à la crise, alors le sentiment d'euphorie se transforme en panique, en peur de ne plus pouvoir faire de profits et de perdre les privilèges sociaux accaparés. C'est le moment de l'examen de conscience où certains rappellent que la course folle à l'enrichissement n'a pas profité à tous (et il n'y a plus assez de consommateurs), qu'on a négligé de mettre en place des protections contre les krachs, contre les faillites, contre la corruption.

Mais en réalité, quelles que soient les mesures et les règlements adoptés, ils ne peuvent empêcher que l'expansion économique débouche toujours sur des crises et sur des crises d'autant plus violentes que l'expansion a été plus forte: démonstration de l'incapacité du mode capitaliste de production à se contrôler.

C'est la poussée irrésistible à la valorisation du capital a conduit à la dérégulation et encore avant, à la fin des années 70, à l'abandon de l'ancrage du dollar à l'or et des taux d'échange fixes entre les monnaies. La «mondialisation», entendue comme la disparition des entraves à la circulation des capitaux et des marchandises, n'est pas un phénomène récent; elle correspond à l'avènement du «*turbocapitalisme*» pour reprendre la formule d'un économiste voulant désigner la circulation à la vitesse maximale des capitaux permise par l'unification des marchés financiers. En conséquence, depuis l'époque de Nixon, les experts ont dénombré rien moins que 120 crises financières et monétaires dont certaines ont été particulièrement destructrices; on peut rappeler le krach de l'octobre 1987 où a éclaté la bulle financière qui en quelques mois avait fait monter de 40 % les cours de Wall Street, la crise de 1989, le krach des bourses asiatiques dont Tokyo ne s'est jamais relevé, etc.

Depuis l'an 2000 les cours des bourses américaines et internationales avaient connu des augmentations sans précédents, dûs aux espoirs mirifiques suscités par la dite «nouvelle économie» qui, selon ses promoteurs, allait affranchir le capitalisme de l'inexorable et mystérieuse fatalité des crises! On sait ce qu'il en est advenu: les valeurs vedettes de la nouvelle économie se sont effondrées les unes après les autres, entraînant toutes les Bourses dans leur chute. A la mi-octobre l'indice américain «Nasdaq» (cotant les «valeurs technologiques», c'est-à-dire essentiellement les entreprises du secteur informatique, télécoms, etc.) avait perdu 78%, le «Dow Jones» (cotant plutôt les entreprises traditionnelles) 38%, la Bourse française 61%, allemande 68% (la bourse des valeurs technologiques devant carrément fermer), anglaise 46%, italienne 55%; si la baisse de la bourse japonaise depuis 2000 était relativement faible, c'est qu'elle est a perdu plus de 78 % depuis son record antérieur à la fin des années 90...

Le marxisme a dès l'origine dévoilé le secret de la marche du capitalisme:

«*Les rapports bourgeois de production et d'échange, de propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au sorcier qui ne sait plus domi-*

(Suite en page 4)

Non à l'intervention ...

pas hésité dans le passé et n'hésite pas aujourd'hui à diffuser le racisme et la xénophobie pour essayer de faire oublier à la population les promesses non tenues et pour trouver des bouc-émissaires étrangers (et sans-défense) à la crise économique.

Les soldats français ne sont donc pas en Côte d'Ivoire pour des raisons humanitaires (!), pour protéger de malheureux civils innocents, mais pour protéger les intérêts sordides des entreprises françaises, grandes ou petites; la France est le premier investisseur étranger et le premier partenaire économique du pays et rien de ce qui s'y passe ne lui est étranger: l'impérialisme tricolore a toujours veillé à ce que cette ancienne colonie, qui est le premier producteur mondial de cacao et un grand producteur d'autres denrées, reste sous sa domination politique et économique. Pendant des années il a soutenu le régime autocratique d'Houphouët Boigny installé par lui qui était le meilleur garant du maintien de l'exploitation néo-coloniale des richesses ivoiriennes; des accords militaires (dont une convention, jamais rendue publique, pour aider à réprimer des troubles) avaient été conclus dès le début de l'indé-

pendance pour protéger ce régime vendu et une base militaire française installée.

A la mort d'Houphouët l'impérialisme français a soutenu son dauphin, le richissime Bédié, contre l'ancien Premier Ministre Ouattara jugé trop proche des intérêts américains: une féroce lutte entre grandes sociétés françaises et américaines pour le contrôle notamment du cacao ivoirien fait rage depuis des années; si les Etats-Unis ont décidé d'envoyer aujourd'hui quelques centaines de marines en Côte d'Ivoire à l'exemple de la France, c'est pour signifier qu'ils entendent bien ne pas laisser le champ libre aux impérialistes français.

Lorsque, sous la pression de la crise économique, l'action du gouvernement Bédié provoqua le développement du mécontentement dans la population, l'agitation ouvrière et une mutinerie de soldats, l'impérialisme soutint en fin de compte le général putschiste Gueï qui promettait de maintenir l'«ordre» - l'ordre impérialiste s'entend (en particulier: rembourser la dette aux banques françaises et internationales plutôt que payer les arriérés de salaire aux travailleurs). Après s'être allié au général Gueï pour marginaliser Ouattara et lancer contre ses partisans qui se recrutent parmi les populations du nord des campagnes racistes, Gbagbo

(«L'homme de Paris» selon les Américains), usant à tour de bras de démagogie et de xénophobie, arriva en tête aux élections présidentielles de 2000 marquées par plus de 60 % d'abstention (les partisans de Ouattara appelaient au boycott pour protester contre l'invalidation de leur candidat). Le coup de force tenté alors par Gueï pour rester au pouvoir est déjoué par de violentes manifestations de rue (plus d'une centaine de morts) et la pression discrète auprès de lui des autorités françaises.

Ces affrontements ne sont que rivalités entre bandes bourgeoises sous l'oeil intéressé des grands patrons impérialistes, dont les masses font les frais: la meilleure preuve en est que quelques mois après les massacres une «réconciliation» au sommet avec l'aval des milieux capitalistes internationaux était en cours entre les chefs - jusqu'à ce nouveau coup de force militaire qui se solde à ce jour par plusieurs centaines de morts anonymes (autre Gueï et quelques caciques). Les travailleurs et les masses pauvres ivoiriennes n'ont rien à attendre de ces bourgeois qui les uns après les autres les ont trompé ni de leurs parrains impérialistes: ce sont eux et le système capitaliste leurs véritables ennemis et non leurs frères de misère burkinabés ou autres et c'est par leur

propre lutte indépendante, de classe, qu'ils doivent les combattre tous.

Les travailleurs français doivent s'opposer sans hésiter à la nouvelle intervention militaire en Côte d'Ivoire: pillant sans vergogne les richesses de ce pays et des autres qui sont sous sa dépendance, le capitalisme français rapace a pu accroître encore sa richesse et sa puissance vis-à-vis des prolétaires, trouvant là une force supplémentaire pour solidifier son système fondé sur l'esclavage salarié. La lutte résolue contre «notre» impérialisme, contre les expéditions militaires de «notre» Etat bourgeois, est donc un élément nécessaire de la lutte ouvrière; c'est la condition pour la renaissance de l'**internationalisme prolétarien**, indispensable pour unir les rangs ouvriers contre le capitalisme et les Etats bourgeois.

Non à l'intervention militaire en Côte d'Ivoire !

Retrait de toutes les troupes françaises stationnées en Afrique !

Impérialisme français hors d'Afrique !
Vive l'internationalisme prolétarien !

parti communiste international
25/09/2002

Rivalités interimpérialistes, crises économiques et vents de guerre

(Suite de la page 3)

ner les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années [nous sommes en 1848!], l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives contre les rapports modernes de production, contre les rapports de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et de sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, remettent en question et menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Ces crises détruisent régulièrement une grande partie non seulement des produits fabriqués, mais même des forces productives déjà créées. Au cours des crises, une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société - l'épidémie de la surproduction [souligné par nous]. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanées; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination généralisée lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces de production dont elle dispose ne favorisent plus le développement de la civilisation bourgeoise et les rapports bourgeois de propriété; au contraire elles sont devenues trop puissantes pour ces formes qui leur font obstacle; et dès que les forces productives triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise toute entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses qu'il crée.

- Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises? D'un côté, en imposant la destruction massive de forces productives; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond des anciens marchés. Comment, par conséquent? En préparant des crises plus générales et plus puissantes et en réduisant les moyens de les prévenir. Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité [suppression de la fragmentation des moyens de production, de la propriété et de la population, assujettissement de la campagne à la ville, assujettissement des peuples barbares aux peuples civilisés, donc concentration de la population, des moyens de production, de la propriété et du pouvoir politique en quelques mains] se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même» (Le Manifeste).

Les crises du capitalisme sont donc des crises de surproduction: trop grande abondance de marchandises et de capitaux par rapport aux possibilités de les absorber par le marché à un prix qui assure aux capitalistes le taux moyen de profit; le marché est saturé de marchandises qui ne trouvent plus assez d'acheteurs. Pour pallier à cette saturation il faut dévaluer les marchandises, les détruire, supprimer les forces productives surnuméraires (parmi lesquelles la force productive salariée, les prolétaires).

Lénine, en s'opposant à l'économiste Sismondi qui expliquait les crises par la sous-consommation de la classe ouvrière (cet «économiste romantique» était en cela un précurseur de tous les réformistes), lui rappelait que la sous-consommation a existé dans les régimes économiques les plus divers; tandis que les crises, caractéristiques du régime capitaliste, sont, selon le marxisme, inévitables parce que le caractère collectif de «la production entre en contradiction avec le caractère individuel de l'appropriation»; «les crises sont le trait distinctif d'un seul régime, le régime capitaliste» en raison de «la contradiction qui existe entre le caractère social de la production (socialisé par le capitalisme) et le mode privé, individuel de l'appropriation» (4).

A ce sujet un travail de parti rappelait que

beaucoup d'époques avaient connu la sous-consommation, qui débouchait sur la détermination de la population, tandis que le capitalisme, lui, avait besoin de la **surconsommation** et de la **surpopulation**. Il en tirait cette conclusion fondamentale: «il faut se libérer d'un complexe imité de la bourgeoisie: la révolution prolétarienne ne peut hésiter à passer, si nécessaire, par une période de sous-consommation pour renverser le capitalisme.. La révolution de Lénine il y a maintenant quarante ans a enseigné qu'il ne faut pas hésiter; mais l'objectif devait être la victoire du système socialiste et non du système capitaliste. Il reste cependant un grand enseignement pour le prolétariat et son parti; la dictature prolétarienne aura le caractère d'une dictature sur la consommation, seul moyen pour désintoxiquer les esclaves du capital moderne et les libérer des stigmates de classe qu'il leur a imprimé dans la chair et dans l'esprit» (5).

* * *

Mais le capitalisme qui affronte régulièrement des crises montre aussi une formidable force de résistance à celles-ci - force de résistance qui est décuplée quand le mouvement révolutionnaire international met réellement en péril son existence. Il a accumulé une expérience de domination sociale que les classes dominantes utilisent pour perpétuer leur pouvoir. Et cette expérience leur indique que le vrai danger pour la survie du capitalisme ne vient pas de la concurrence y compris la plus aiguë sur le marché, ne vient pas des guerres, même les plus grandes et les plus destructrices: la concurrence est l'âme de la circulation des marchandises et des capitaux, la guerre n'est que la continuation de la politique des temps de paix.

Le vrai danger pour le pouvoir bourgeois vient des antagonismes sociaux entre les classes qui s'appuient sur la contradiction principale du capitalisme. La lutte qui en découle représente le plus haut degré de ces contradictions et la classe prolétarienne exprime par sa lutte de classe contre la classe bourgeoise la seule solution possible pour résoudre définitivement ces contradictions: la destruction du mode capitaliste et son remplacement par le mode de production socialiste, orienté vers la satisfaction des besoins de l'espèce humaine et non plus des besoins du marché. La négation du capitalis-

me passe par l'affirmation dialectique des intérêts de classe du prolétariat; la négation du rapport salarial passe dialectiquement par la lutte pour le salaire, c'est-à-dire la lutte contre l'appropriation privée (par le patron) du temps de travail non payé (surtravail) qui dans le capitalisme se transforme en plus-value et donc en profit.

On peut comprendre alors pourquoi les gouvernements font tous leurs efforts pour influencer ou neutraliser les grandes masses prolétariennes du monde: parce que c'est du **mouvement de classe** de celles-ci que peuvent venir tous les dangers pour le pouvoir bourgeois.

Toutes les bourgeoisies savent par expérience qu'elles doivent se préparer à affronter des rivaux bourgeois extérieurs comme des mouvements sociaux internes; la tendance qui les pousse vers la guerre implique la préparation matérielle des conditions de celle-ci, y compris la préparation psychologique, idéologique des masses. La longue expérience de l'intoxication religieuse de celles-ci a démontré que les meilleurs résultats sont obtenus en utilisant des idées et des concepts qui semblent «atténuer» en quelque sorte les tourments de la vie quotidienne qu'impose le capitalisme aux populations du monde. C'est la raison pour laquelle les campagnes pour la «démocratie», la «liberté» qui s'appuient sur des concepts entièrement bourgeois, sont toujours aussi efficaces (comme le grotesque épisode des élections présidentielles françaises l'a encore démontré): elles offrent la perspective d'éviter, de remplacer ou d'atténuer la domination bourgeoise brutale, par un régime qui donne l'impression à chaque «citoyen» de pouvoir de temps à autre exprimer ses besoins. Mais la société bourgeoise n'est pas une société qui satisfait les besoins de la grande majorité des êtres humains; c'est la société des faux-semblants où chacun peut avoir la possibilité de dire ce qu'il voudrait, tout en sachant ne jamais pouvoir l'obtenir et en étant convaincu qu'il est impossible de se libérer de l'ordre établi. Démonstration ultérieure que par le moyen de la «conscience individuelle» (autre fétiche bourgeois) on ne changera jamais rien.

Ce qu'il faut attendre de la bourgeoisie, outre sa trompeuse et systématique propagande, c'est la volonté précise - **de classe** - de préserver à tout prix sa domination bien que les catastrophes, les dévastations et les guerres démontrent son incapacité à résoudre ses propres contradictions.

Ce que doit faire la seule force sociale

capable d'affronter la classe dominante, le prolétariat, non seulement pour s'opposer à sa domination sur la société, mais aussi pour s'opposer à toutes les conséquences dévastatrices de cette domination sur les êtres humains comme sur la planète, c'est de revenir sur le terrain de la lutte de classe anticapitaliste ouverte. C'est le terrain décisif sur lequel les contradictions du système capitaliste peuvent être affrontées et résolues: le terrain de la lutte prolétarienne, organisée, solidaire, internationale pour la défense exclusive des intérêts de classe, dirigée par le parti marxiste, le seul parti qui comme le prolétariat n'a rien à gagner et pas de place à conquérir dans la société bourgeoise, mais un tout un monde à découvrir.

Les rivalités impérialistes ne datent pas d'aujourd'hui, elles font partie de la phase finale du processus de développement du capitalisme, de la phase ultime de ses rapports économiques et sociaux. Analyser leur évolution et mesurer leur force doit servir au parti de classe à comprendre où vont les pouvoirs bourgeois et ce qu'ils se préparent à faire vis-à-vis du prolétariat; cela doit servir à diffuser parmi les prolétaires la compréhension des situations où ils se trouvent et qu'ils ne peuvent réussir à déchiffrer tant qu'ils sont intoxiqués par le démocratisme et le collaborationnisme interclassiste.

(1) Déclaration d'Alan Greenspan devant la Sénat américain le 16/7/2. cf «Le Monde Diplomatique», novembre 2002.

(2) cf «Il Corriere della Sera», 12/8/2.

(3) Discours du 9 juillet à Wall Street. Cf «Le Monde Diplomatique», ibidem.

(4) «Pour caractériser le romantisme économique», O.C., Tome 2, p. 165. Le marxisme ne nie pas l'existence d'une contradiction entre la production et la consommation, explique Lénine; mais il considère que c'est un fait secondaire et que la contradiction fondamentale, qui est la cause des crises, est beaucoup plus profonde, liée aux conditions même de la production capitaliste. Par conséquent vouloir remédier aux crises capitalistes en augmentant la consommation des masses comme le préconisent les réformistes qui ne veulent surtout pas s'attaquer au capitalisme, est un leurre.

(5) cf «Le contenu originel du programme communiste est la disparition de l'individu comme sujet économique, titulaire de droits et acteur de l'histoire humaine», Réunion de Parme, 3e séance, «Il Programma Comunista» n°21-22/1958.

Sur le fil du temps LA DOCTRINE DU DIABLE AU CORPS

«Battaglia Comunista» n°21 (1-13/11/1951)

Le «Fil du Temps» que nous publions ici est paru sur l'organe du Partito Comunista Internazionalista à la fin 1951 à l'époque où se délimitaient dans cette organisation deux tendances aux orientations toujours plus différentes. Quelques mois plus tard les divergences devenues inconciliables allaient déboucher sur la séparation et la constitution d'un parti, certes peu nombreux, mais doté d'une base suffisamment homogène pour s'atteler au travail, que nous jugions vital pour l'avenir, de restauration et de défense du programme communiste face à

Pour faire en sorte que les boussoles qui ont perdu le nord indiquent à niveau la bonne route, il est indispensable d'y voir clair sur le problème du capitalisme d'Etat.

Nous avons fait en sorte de fournir de nombreuses contributions, tirées du bagage des notions traditionnelles de l'école marxiste, pour démontrer que le capitalisme d'Etat n'est pas seulement l'aspect le plus récent du monde bourgeois, mais que ses formes les plus complètes sont très anciennes et qu'elles remontent à la naissance même du type capitaliste de production; elles ont servi de facteurs originels de l'accumulation primitive, et elles ont de loin précédé le milieu conventionnel et fictif, qui relève davantage de la propagande bourgeoise que de la réalité, de l'**entreprise privée**, de la **libre entreprise** et autres belles choses.

Comme nous l'avons déjà dit, il y a dans

l'extrême confusion semée par la victoire de la contre-révolution. Parmi les points cruciaux à clarifier, il y avait celui du rôle croissant de l'Etat dans l'économie (avec les nationalisations notamment), présenté comme une nouvelle forme imprévue du capitalisme (quand il n'était pas tout simplement identifié au socialisme!). Dans l'article, Bordiga cite, sans le nommer, des extraits de la correspondance qu'il avait sur ce thème avec Damen, le leader de la tendance innovatrice et activiste et du futur P.C.Internazionalista (Battaglia Comunista).

tion de soustraire la phase terminale de cette évolution à l'initiative privées».

Et ils vont jusqu'à dire que nous serions des attardés dans le monde de la «culture» économique, si nous ne comprenions pas que si celle-ci ne s'aligne pas sur l'histoire, elle cesse d'être marxiste; et si nous ne cherchions à compléter l'analyse de Marx sur l'**économie d'Etat** par l'étude des textes dûs à la **puissante personnalité** de l'économiste Kaiser. Déplorable et fatal travers! Il n'est possible de vérifier une thèse qui cherche à exprimer des rapports donnés entre des choses et des faits qu'en la confrontant avec les **choses** et les **faits** et non en lisant la signature pour se déterminer selon que l'auteur ait ou non une puissante personnalité!

Pour nous, la personnalité importe peu, que ce soit celle d'un Kaiser ou d'un autre; et

le camp des communistes de gauche antistalinien de nombreux groupes qui ne le pensent pas de même. Sur la base des premiers textes, nous leur disions par exemple: «Où qu'il soit et où que soit la forme économique du marché, le capitalisme est une force sociale. Et c'est une force **de classe**. Et il a à sa disposition l'**Etat politique**». Et nous ajoutions la formule qui, selon nous, exprime bien les aspects les plus récents de l'économie mondiale: «*Le capitalisme d'Etat n'est pas une soumission du capital à l'Etat, mais un assujettissement de l'Etat au capital*».

Ces groupes trouvent, au contraire, que les termes de la première thèse étaient «*exacts jusqu'en 1900, date à laquelle on a l'habitude de faire débiter l'époque de l'expansion impérialiste, et en soi ils restent actuels mais ils sont incomplets au moment où l'évolution du capitalisme attribue à l'Etat la fonc-*

si ce dernier en vient, en 1950, à attaquer l'idole de l'initiative privée, nous, nous savons bien que *don Carlo* l'a mise en pièces il y a un bon siècle: et nous le savons en tant qu'attardés têtus, lecteurs paresseux de la dernière édition...

Dans le marxisme, la notion d'initiative privée **n'existe pas**; baissez les yeux sur le cadran de la boussole au lieu de les lever au ciel comme celui qui entend des paradoxes (paradoxe: chose qui semble fausse à l'oreille commune, alors qu'elle est absolument vraie).

Dans mille discours de propagande nous avons répété que le programme socialiste consiste à l'**abolition de la propriété privée** des moyens de production, et c'est juste, avec les gloses de Marx au programme de Gotha et avec celles de Lénine sur Marx. **Propriété**, disions-nous, non pas **économie** privée. L'économie précapitaliste était privée, c'est à dire individuelle. Propriété est un terme qui n'indique pas un rapport purement économique mais un rapport juridique; il fait référence au domaine non plus des seules forces de production mais des rapports de production. Propriété privée signifie droit privé, lequel est sanctionné par les codes bourgeois: cela nous ramène à l'**Etat** et au pouvoir, facteurs de force, de violence, dans les mains d'une classe. Notre vieille et saine formule ne signifie rien si elle ne contient pas déjà la notion que, pour dépasser l'économie capitaliste, il faut dépasser la construction juridique et étatique qui lui correspond.

Ces quelques notions élémentaires devraient suffire à éviter le piège contenu dans la thèse selon laquelle le programme socialiste est réalisé dès que la propriété individuelle est devenue propriété de l'Etat, dès que l'usine est nationalisée.

Entendons-nous: les groupes dont nous contestons le jugement ne soutiennent pas que le capitalisme d'Etat est déjà le socialisme, mais ils en arrivent à soutenir qu'il constitue une troisième forme, nouvelle, entre capitalisme **privé** et socialisme. Ils disent en fait qu'il y a deux moments différents, celui où «*l'Etat a plus la vieille fonction de gendarme que celle d'agent économique*» et celui où «*il accroît au maximum l'usage de la force pour protéger particulièrement l'économie qui est concentrée en lui*». Nous, nous disons que dans ces deux formules, plus ou moins heureusement rédigées, et mieux, dans ces deux époques historiques, le capitalisme est le même, la classe dominante est la même, l'Etat historique est le même. L'économie est l'ensemble du domaine social dans lequel ont lieu les faits de la production et de la distribution, et tous les hommes y participent; l'Etat est une organisation précise qui agit dans le domaine social, et l'Etat de la période capitaliste y a **toujours** la fonction de gendarme et de protecteur des intérêts d'une classe et du mode de production qui correspond historiquement à cette classe. L'Etat qui concentre en lui l'économie est une formule incongrue. Pour le marxisme, l'Etat est **toujours** présent dans l'économie, son pouvoir et sa violence **légal**e sont des facteurs économiques du début à la fin. Il serait tout au plus possible de dire: l'Etat, en certains cas déterminés, assume avec son administration la gestion des entreprises de la production industrielle; et s'il les assume toutes, il aura **concentré** la gestion des entreprises, jamais l'**économie**. Surtout tant que la distribution se réalise avec des prix exprimés en monnaie (qu'ils soient fixés d'office importe peu) et, par conséquent, tant que l'Etat est une entreprise parmi les entreprises, un contractant parmi les contractants; pire encore quand on considère comme **entreprise** chacune des sociétés nationalisées, comme le font les travaillistes, les partisans de Churchill et les staliniens. Pour sortir de tout ça, il ne faut pas faire appel à des mesures administratives mais à la force révolutionnaire de la guerre de classe.

Le problème est mieux posé dans un intéressant bulletin des camarades du «*Groupe français de la Gauche communiste internationale*» (1) dont nous ignorons les noms et les **personnalités** de ceux qui écrivent. Le problème est posé au travers de questions sensées et qui méritent leur développement, et il est posé en opposition à la vision du groupe bien connu de Chaulieu, influencé

par la théorie de la «décadence» et du passage du capitalisme à la **barbarie**, barbarie qui inspirerait l'horreur dans la même mesure que les régimes «bureaucratiques». Une théorie dans laquelle vraiment, on ne comprend pas quelle sorte de Kaiser indiquent les boussoles tant on débat de marxisme. Sur la **décadence** du capitalisme, nous avons les éléments du bulletin interne de notre mouvement, où est traitée la théorie erronée de la courbe descendante (2). Loin de toute prétention scientifique, est idiote la théorie qui dit: ô capitalisme, fais ce que tu veux, arrêtons, moque toi de nous, réduis-nous à trois chats pelés qui ne méritent même pas un coup de pied: peu importe car tout cela signifie que tu es en pleine décadence. Qu'est-ce que ce serait s'il n'était pas en décadence...

Quant à la barbarie, elle s'oppose à la **civilisation** et donc à la **bureaucratie**. Nos ancêtres barbares, les bienheureux, n'avaient pas d'appareils d'organisation ayant pour base (sacré vieil Engels!) deux éléments: un territoire bien défini, une classe dominante bien définie. Il y avait le clan, la tribu, pas encore la *civitas*. Civitas veut dire cité et veut dire aussi Etat. Civilisation opposée à la barbarie, veut dire organisation étatique et veut dire aussi forcément bureaucratie. Plus d'Etat, plus de civilisation, plus de bureaucratie et ceci au fur et à mesure que se succèdent les **civilisations de classe**: voilà ce que dit le marxisme. Ce n'est pas le retour à la barbarie mais l'avancée vers la super-civilisation qui nous écrase dans tous les territoires où dominent les monstrueuses super-organisations étatiques contemporaines. Mais laissons à leurs crises existentielles les gens de «*Socialisme ou Barbarie*», que le bulletin cité réfute en un titre juste: **Deux ans de bavardage**. Comme on sait, entre nous il est interdit de **bavarder**!

Venons-en aux formules équilibrées avec lesquelles les camarades français posent le problème: **Définition de la classe dirigeante des pays de capitalisme d'Etat. Exactitude ou insuffisance de la définition: capitalisme héritier des révolutions libérales**.

La conclusion à laquelle tend ce groupe est juste: cesser de présenter la bureaucratie comme une classe autonome, fidèlement nichée au sein du prolétariat, et la considérer comme un vaste appareil lié à une situation historique donnée de l'évolution mondiale du capitalisme. Nous sommes donc sur la bonne voie: la bureaucratie que toutes les sociétés de classe ont connue, n'est pas une classe, elle n'est pas une force de production, c'est une des «formes» de la production, propre à un cycle donné de domination de classe. Dans certaines phases de l'histoire, elle semble apparaître sur la scène comme protagoniste; nous allions dire nous aussi dans les phases de décadence; ce sont, au contraire, dans les phases prérévolutionnaires et celles d'une expansion maximale. Pourquoi appeler décadente la société prête à l'intervention de la **révolution sage-femme**, de l'obstétricienne qui fera venir à la lumière la nouvelle société? Ce n'est pas la femme enceinte qui est décadente mais la femme stérile. Les Chaulieu voient le ventre énorme de la société capitaliste et ils prennent les hésitations de la sage-femme devant la matrice gonflée pour une imaginaire stérilité de la femme enceinte. Ils accusent le bureaucratisme du Kremlin de nous avoir donné un socialisme mort-né par abus de pouvoir, alors que le tort est de ne pas avoir empoigné les forceps de la révolution pour déchirer le ventre de l'Europe-Amérique, tendu par la luxuriante accumulation du capital, et d'avoir consacré des efforts inutiles à une matrice infertile. Et peut-être seulement à une matrice non fécondée, reculant de la bataille de la récolte à celles des semailles.

Venons à la partie purement d'économie marxiste, après seulement une clarification rapide. L'expression «*capitalisme héritier des révolutions libérales*» justement citée comme centrale contient cette thèse historique précise: le cycle du capitalisme, de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne, est un cours unique de classe; il ne faut pas le rompre en plusieurs sous peine de renoncer au marxisme révolutionnaire. Mais il faut dire comme un peu plus loin: capitalis-

me issu des révolutions **bourgeoises**, plutôt que **libérales**. Il serait encore mieux de dire des révolutions **antiféodales**. En effet, c'est la propagande bourgeoise qui prétend que le libéralisme comme idéal général, était le but et le mobile de ces révolutions. Marx s'est dressé face à ce mensonge: selon lui, le but historique de ces révolutions est la destruction des obstacles posés à la domination de la classe capitaliste.

C'est seulement en ce sens que la brève formule est exacte. Il s'en déduit clairement que le capital peut se dépouiller du libéralisme sans changer de nature. Et se déduit aussi clairement: le sens de la **dégénérescence** de la révolution en Russie n'est pas d'être passée de révolution pour le communisme à révolution pour un **type développé** du capitalisme, mais à une **pure** révolution capitaliste: c'est-à-dire coucourageant à la domination capitaliste dans le monde entier, qui élimine par étapes successives les vieilles formes féodales et asiatiques dans les différentes régions. Comme dans la situation historique des XVIIème, XVIIIème, XIXème siècles, la révolution capitaliste devait avoir des formes libérales, au XXème siècle elle a des formes totalitaires et bureaucratiques.

Cette différence résulte non de changements qualitatifs fondamentaux du capitalisme, mais de l'énorme différence de développement quantitatif, comme intensité dans chaque métropole, et diffusion à l'échelle planétaire.

Et si la ligne du développement historique est bien comprise, le fait que le capitalisme, pour sa conservation comme pour son développement et son extension, a toujours moins recours aux balivernes libérales et toujours plus aux moyens de police et d'étouffement bureaucratique, ne conduit pas à hésiter un seul instant sur la certitude que ces mêmes moyens devront servir à la révolution prolétarienne. Elle utilisera violence, pouvoir, Etat et bureaucratie ou **despotisme** comme disait avec ce mot plus terrible le *Manifeste du Parti Communiste* d'il y a 103 ans; puis elle saura se débarrasser de tout cela.

Le chirurgien ne dépose pas le bistouri ensanglanté avant que le nouvel être ait émis, avec le premier air inspiré, l'hymne à la vie.

HIER

Avec la disparition des personnes privées qui, en tant que propriétaires des usines, organisent la production, la forme fondamentale du capitalisme ne disparaît-elle pas? Telle est, dans le domaine économique, l'objection qui trouble beaucoup de gens.

«Le capitaliste» est nommé cent fois par Marx. D'autre part, le mot «capital» vient de *caput* qui signifie tête et par conséquent, traditionnellement, est capital toute richesse léguée, *testée*, à toute personne titulaire d'un titre. **Pourtant**, la thèse (à laquelle depuis longtemps nous consacrons des exposés qui n'apportent rien de nouveau mais ne font qu'**expliquer**) qui affirme que l'analyse marxiste du capitalisme n'a pas comme élément nécessaire la **personne** du patron d'entreprise reste vraie. Les citations de Marx seraient innombrables, nous finirons avec une seule.

Prenons le prétendu capitalisme «classique» de la «libre» entreprise. Marx met de tels adjectifs toujours en italiques car ils caractérisent justement l'école économique bourgeoise qu'il combat et détruit dans ses conceptions, c'est là un point qu'on oublie toujours.

On suppose évidemment que dans les mains de Monsieur X, le premier capitaliste apparu, il y avait une masse d'argent. Bien. Des sections entières de l'œuvre répondent à la question: comment cela est-il possible? Les réponses sont variées: vol, pillage, usure, marché noir et, comme nous l'avons souvent vu, ordre du roi ou loi de l'Etat.

Et donc, X, au lieu de tenir le petit sac de monnaie d'or et de le faire rouler chaque nuit entre ses doigts, agit comme un citoyen imbibé des idées civiles libérales et humanitaires: il affronte noblement les risques de faire circuler son capital.

Donc, premier élément: l'argent accu-

mulé.

Second élément: achat de matières premières, le classique coton brut en balles rencontré dans tant de chapitres et de paragraphes.

Troisième élément: achat d'un immeuble où l'on installe la fabrique et les métiers pour filer et tisser.

Quatrième élément: organisation et direction technique et administrative: le capitaliste classique y pourvoit lui-même; il a étudié, circulé, voyagé; il a imaginé les nouveaux systèmes qui, travaillant les balles et produisant les fils en masse, les rendront moins coûteux. Il habillera à bon marché les gueux d'hier et jusqu'aux Noirs d'Afrique centrale habitués à aller tout nus.

Cinquième élément: les ouvriers qui sont aux métiers. Ils n'auront pas l'obligation d'apporter une once de coton brut ou une seule petite canette de rechange, choses qui arrivaient dans les temps semi-barbares de la production individuelle. Mais en même temps, gare s'ils emportent un seul bout de coton pour raccommode leur pantalon. Ils sont payés avec une marchandise, juste équivalent de leur temps de travail.

Ces éléments étant entrés en combinaison, il en résulte ce qui est le mobile et le but de tout le procès: la masse des fils ou des tissus. Le fait essentiel est que celle-ci ne peut être portée sur le marché que par le capitaliste et le produit en argent est entièrement et seulement à lui.

C'est toujours la même vieille histoire. Vous connaissez les comptes. Sortie: le coût du coton brut – tant pour compenser l'usure de l'immeuble et de l'outillage – et les salaires des ouvriers. Rentrée: le prix du produit vendu. Cette partie dépasse la somme des trois autres et la différence constitue la bénédiction, le profit de l'entreprise.

Il importe peu de savoir que le capitalisme fait ce qu'il veut de cet argent récupéré. Il pouvait le faire aussi avec l'argent du départ sans rien fabriquer. Le fait important est que, après avoir tout racheté et reconstitué tous les stocks équivalents au premier investissement, il a dans les mains une masse de valeur supérieure à celle d'origine. Il peut la consommer personnellement, bien sûr. Mais socialement, **il ne le peut**, et **quelque chose** l'oblige à l'investir en grande partie, à la poser à nouveau comme un capital.

Marx dit que la vie du capital ne consiste que dans son mouvement comme valeur perpétuellement vouée à se multiplier. La volonté de la personne du capitaliste n'est pas nécessaire pour cela, de même qu'elle ne pourrait l'empêcher. Le déterminisme économique n'oblige pas seulement le travailleur à vendre son temps de travail mais également

(Suite en page 6)

Une nouvelle publication en russe: «QU'EST-CE QUE LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL?» (cahier n° 2)

Cette nouvelle brochure de 110 pages contient la traduction de différents articles:

- **Le tournant des Fronts Populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi. («programme communiste» n° 73, avril 1977)**

- **Chine: La révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire. («programme communiste» n° 72, décembre 1976)**

- **La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (réunion générale du PCInt. de San Dona décembre 92)**

Cette brochure est diffusée en Russie par l'«Union Communiste Internationale» qui publie également des textes de «Lotta Comunista», du CCI, de Victor Serge, etc.: précisons donc qu'il n'existe aucun lien politique et organisationnel entre cette organisation et notre parti.

Sur le fil du temps LA DOCTRINE DU DIABLE AU CORPS

(Suite de la page 5)

le capital à s'investir et à s'accumuler. Notre critique du libéralisme ne consiste pas à dire qu'il y a une classe esclave et une classe libre: il y en a une exploiteuse et une profiteur, mais elles sont toutes les deux liées aux lois du type historique de production capitaliste.

Le procès n'est donc pas un procès d'entreprise mais un procès **social**, et c'est seulement en tant que tel qu'il peut être compris. Déjà chez Marx, nous avons l'hypothèse que les divers éléments se détachent de la personne de l'entrepreneur capitaliste et soient tous remplacés par la participation à une partie du bénéfice réalisé dans l'entreprise productive. Premièrement: l'argent peut être celui d'un prêteur, d'une banque et recevoir un intérêt périodique. Deuxièmement: en conséquence les matières premières achetées avec cet argent ne sont pas en réalité propriété de l'entrepreneur mais de celui qui finance. Troisièmement: en Angleterre, le propriétaire d'un édifice, d'un bâtiment ou d'une usine, peut ne pas l'être du sol qu'il occupe; le bâtiment et l'usine peuvent être louées. Rien n'interdit qu'il en soit de même pour les métiers à tisser et toutes les machines et les outils. Quatrième élément : l'entrepreneur peut ne pas avoir les connaissances techniques et administratives de direction: il engage alors ingénieurs et comptables. Cinquième élément: les salaires des travailleurs; évidemment, même leur distribution est faite avec les avances de celui qui finance.

La stricte fonction d'entrepreneur se réduit à celle d'avoir deviné qu'il y a une demande sur le marché de certaines masses de produits, dont le prix de vente dépasse le coût de tout ce qui est indiqué plus haut. Ici la classe capitaliste se circonscrit à la classe des entrepreneurs qui est une force sociale, politique, base principale de l'Etat bourgeois. Mais la couche des entrepreneurs ne coïncide pas avec celle des propriétaires d'argent, du sol, des maisons, des usines, des marchandises, des machines, etc...

Il y a deux formes, deux points fondamentaux pour reconnaître le capitalisme. Le premier est le droit de l'entreprise productive à disposer des produits et du profit provenant de leur vente (des prix fixés ou des réquisitions de marchandises n'affectent pas le droit à un tel bénéfice) ne soit pas contesté ni remis en cause. Ce qui protège un tel droit fondamental dans la société présente est, dès le début, un **monopole de classe**, c'est un échafaudage de pouvoirs grâce auquel Etat, magistrature, police frappent celui qui transgresse la loi. Telle est la condition d'une production par entreprises. Le deuxième point est que les classes sociales «n'ont pas de frontières fixes». Historiquement, elles ne sont plus des castes, ni des ordres. Appartenir à l'aristocratie terrienne durait au-delà de la vie puisque le titre passait d'une génération à l'autre. La propriété des immeubles ou d'une grosse finance dure en moyenne au moins une vie humaine. La durée «moyenne d'appartenance d'un individu donné à la classe dominante» tend à devenir toujours plus brève. C'est pourquoi, dans les formes extrêmement développées, ce n'est plus **le capitaliste** qui nous intéresse mais **le Capital**. Ce metteur en scène n'a pas besoin de personnages stables. Il les trouve et les recrute où il veut et il les remplace dans des cycles toujours plus rapides.

AUJOURD'HUI

Nous ne pouvons pas faire ici la démonstration que le capitalisme «parasitaire» de Lénine ne doit pas être compris au sens que le pouvoir résiderait plus dans les mains des capitalistes financiers que dans celles des capitalistes industriels. Le capitalisme ne pouvait pas se diffuser et s'accroître sans devenir toujours plus complexe et sans séparer toujours plus les différents éléments qui concourent au gain spéculatif: finance, tech-

nique, équipement, administration. La tendance est que le maximum de bénéfice et de contrôle social s'éloigne toujours plus des mains des éléments positifs et actifs et se concentrent dans celles des spéculateurs et du banditisme affairiste.

Nous ferons donc un saut de Marx à... Don Sturzo (3).

Ce dernier s'est occupé avec sa prudence habituelle du scandale de l'Institut National des Assurances. C'est intéressant quand il dit: je ne sais pas ce qui se passait à l'époque fasciste car j'étais en Amérique; mais là-bas des choses de ce genre sont courantes: on en voit bien d'autres! Nous en étions sûrs. Le parasitisme capitaliste de l'Italie actuelle bat celui de l'Italie de Mussolini, et tous deux ne sont que des plaisanteries de gamins comparés aux manœuvres de l'affairisme étasunien.

L'I.N.A. dispose de moyens financiers colossaux parce qu'il concentre tous les versements des travailleurs pour les assurances sociales, comme d'autres instituts para-étatiques semblables dont les sigles sont connus. Il paie lentement et donc dans ses caisses tourne une masse énorme d'argent. Il a donc le droit (quoique n'ayant ni tête, ni corps, ni âme: ce n'est pas pour rien que nous sommes dans la civilisation de l'**habeas corpus**!) de ne pas faire **dormir** tant de richesses, donc il place et investit. Quelle aubaine pour l'entrepreneur moderne! Il est le capitaliste sans capital, comme dialectiquement le capital moderne est le capital sans patron, acéphale.

Le mal, dit le sage prêtre sicilien (dont certains haut placés désirent ardemment pouvoir faire l'éloge funèbre) est la formation, à l'ombre de l'I.N.A., de trop de **sociétés de complaisance**.

Que sont donc, Kaiser, les sociétés de complaisance ? Quelques types versés dans les affaires, qui ont des bureaux luxueux et sont introduits dans les antichambres économiques et politiques, mais qui n'ont pourtant pas un sou en propre, ni titres nominatifs, ni immeubles cadastrés (et même pas le loyer d'une maison: ils vivent dans de grands hôtels, connaissent à fond Vanini (4), mais eux, Vanini ne les connaît pas) font le «plan» d'une affaire donnée et fondent une société qui a pour seul patrimoine le plan en question. L'argent, l'I.N.A. ou un institut similaire leur en donnera, s'il le faut en vertu d'une petite «loi spéciale»; une loi, mettons pour le développement de l'élevage des crabes sur les carcasses des navires coulés. Cela de-

vient un problème qui va vite se poser parmi les problèmes nationaux de premier plan, surtout avec un puissant discours d'un parlementaire de l'opposition contre l'inaptitude du gouvernement.

Autrefois, en effet, l'entrepreneur moyen allait à la banque pour acquérir l'argent à investir dans l'affaire projetée. La banque disait: eh bien d'accord, quelles sont tes garanties, en dehors de tes propriétés, titres et autres...? Mais un institut para-étatique n'a pas de si basses exigences: l'**intérêt national** lui suffit, et il débourse l'argent. Le reste de l'histoire va de soi. Si le vieil entrepreneur dans son plan et son projet productif commettait une bévue, l'entreprise s'arrêterait là; son argent ne rentrerait plus et il sortait, penaud, de la classe patronale.

Notre **société de complaisance** avec son brillant état-major n'a pas cette crainte; si elle prend des crabes et que ceux-ci sont acquis par des gourmets à un prix rémunérateur, il y a apparition d'un bénéfice. Si par malheur on ne prend pas de crabes, ou que personne n'en mange, il n'y a pas de mal; coupons, indemnités, participations ont été encaissés et c'est l'I.N.A. qui paie pour la faillite du plan visant à produire des crabes.

Avec ce petit exemple banal, nous avons expliqué ce qu'était le capitalisme d'Etat ou l'**économie concentrée dans l'Etat**. Il va sans dire que la perte de l'I.N.A. est la perte de tous les pauvres malheureux qui laissent dans ses caisses une partie de leur salaire.

Le capitalisme d'Etat est la finance centralisée dans l'Etat à la disposition du manipulateur du moment de l'initiative d'entreprise. **Jamais l'initiative privée n'a été aussi libre** que depuis que seul le profit lui revient et que lui ont été supprimés tous les risques de perte, reportés sur la collectivité.

Seul l'Etat peut imprimer autant de billets qu'il veut et punir les faussaires. Sur ce principe initial de force repose, selon les formes historiques successives, le procès de l'expropriation progressive des petits propriétaires et de la concentration capitaliste. Nous avons de nombreuses fois dit qu'aucune économie où les entreprises ont des bilans et où les échanges se mesurent en argent, ne peut échapper à de telles lois.

Le pouvoir de l'Etat s'appuie donc sur les intérêts convergents de ces bénéficiaires qui profitent des plans spéculatifs des entreprises et de leur réseau à ramifications internationales profondes.

Pourquoi ces Etats n'avanceraient-ils pas du capital à de telles bandes, qui n'acquittent

jamais leurs dettes envers eux, mais par la force les font payer de la faim des classes exploitées? La preuve que de tels Etats «capitalisateurs» ont une dette chronique envers la classe bourgeoise réside dans le fait qu'ils sont contraints d'émettre des emprunts, en acceptant leur argent et en payant des intérêts.

Une administration socialiste d'«économie concentrée» ne donnerait l'aval à aucun plan venant de l'extérieur de même qu'elle ne paierait aucun intérêt. Et, du reste, elle n'utiliserait pas d'argent.

Le capital **concentré** dans l'Etat ne l'est que pour faciliter la manœuvre de la production pour la plus-value et le profit, qui reste «à la portée de tous», c'est-à-dire à la portée des membres de la classe des entrepreneurs: non plus de simples entrepreneurs de production, mais ouvertement des entrepreneurs d'affaires; on ne produit plus de marchandises, disait déjà Marx, mais on produit de la plus-value.

La personne du capitaliste ne sert plus: le capital vit sans lui avec la même fonction, centuplée. Le sujet humain est devenu inutile. Une classe sans les individus qui la composent? L'Etat au service, non d'un groupe social mais d'une force impalpable, œuvre du saint esprit ou du diable? Renvoyons l'ironie à notre vieux don Carlo. Voici la citation promise.

«Le *capitaliste*, en transformant l'argent en marchandises qui servent d'éléments matériels d'un nouveau produit, en leur incorporant ensuite la force de travail vivant, transforme la **valeur** - du travail passé, **mort**, objectivité - en **capital**, **valeur se valorisant elle-même**, montre animé qui se met à travailler comme s'il avait le diable au corps».

Il faut prendre le Capital par les cornes.

(1) Bulletin paru en septembre 51 du groupe qui allait former la section du Parti Communiste International en France. Chaulieu, cité plus bas était le pseudonyme de Castoriadis, animateur de la revue «Socialisme ou Barbarie».

(2) Voir «Le renversement de la Praxis dans la théorie marxiste», P.C. n°56.

(3) Le prêtre Don Sturzo était le fondateur de la Démocratie Chrétienne, le principal parti italien.

(4) Vanini était le ministre de Finances démocrate-chrétien, qui avait mis au point le formulaire de la déclaration d'impôts.

Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable

Les Considérations ont été rédigées il y a plus de trente ans, en 1965, à un moment où la petite organisation reconstituée après la guerre faisait face à un certain nombre d'interrogations en son sein. Certains éléments estimaient que le parti devait se lancer dans un activisme débridé et pour cela se doter d'une structure organisationnelle complètement développée, singeant celle des grands partis de l'Internationale communiste. D'autres assuraient que le temps de l'action n'était pas encore venu et que le parti devait se refuser pratiquement à toute tentative d'intervention extérieure (la seule publication du «Prolétaire» étant pour eux une marque de déviationnisme trotskysant). Contre ces erreurs opposées mais jumelles, le texte rappelle d'un côté que la situation étant toujours contre-révolutionnaire, le prolétariat toujours soumis à l'influence des organisations collaborantistes liées à la bourgeoisie, le parti ne doit avoir aucune illusion sur les résultats immédiats de son activité: ce sont des facteurs objectifs sur lesquels il ne peut avoir aucune prise qui détermineront la fin de la phase contre-révolutionnaire et les possibilités de conquérir

une influence un tant soit peu significative sur au moins certains secteurs de la classe ouvrière.

Mais c'est une erreur fatale que d'en conclure que l'activité extérieure est inutile ou dangereuse, en tout cas à éviter. Au contraire le parti doit toujours, y compris dans les périodes les plus défavorables, revendiquer toutes les formes d'activité - même si les possibilités de les remplir effectivement à un moment donné dépendent des rapports de force réels. Il doit toujours s'efforcer d'utiliser les moindres brèches pour se lier à la classe et à ses luttes et doit refuser absolument de se transformer en un groupe «culturel» de penseurs, de théoriciens attendant dans leur tour d'ivoire la venue du messie Révolution: refuser l'action pratique pour se consacrer uniquement à la théorie et à sa diffusion, autrement dit élever une barrière entre théorie et pratique comme l'ont toujours fait d'une manière ou d'une autre tous les opportunistes, ce serait mutiler aussi la théorie, ce serait comme le dit le texte: «nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe». C'est vrai aujourd'hui comme hier et comme demain.

1. Les marxistes traditionnels, et la Gauche communiste actuelle, née en opposition aux erreurs de l'Internationale de Moscou, ont toujours pris position sur la question de l'organisation interne du Parti. Naturellement, cette question est inséparable de l'ensemble de nos positions, et ne peut donc constituer un secteur isolé, un compartiment étanche.

2. Tout ce qui fait partie de la doctrine, de la théorie générale du parti, se retrouve dans les textes classiques et est résumé de façon approfondie dans les textes plus récents, comme les Thèses de Rome et de Lyon (1) et de bien d'autres, où la Gauche montre qu'el-

le a pressenti que l'opportunisme conduirait la IIIe Internationale à une faillite non moins grave que celle de la IIe Internationale. Aujourd'hui encore, nous avons utilisé une partie de ce matériel dans notre travail sur l'organisation (au sens restreint d'organisation du parti et non au sens large d'organisation du prolétariat dans ses diverses formes historiques et sociales). Il n'est pas question de le résumer ici. Nous renvoyons les camarades à ces textes et au vaste travail en cours sur l'**Histoire de la Gauche** dont le second volume est en préparation.

3. Tout ce qui concerne la doctrine et la nature du parti, et les rapports entre le parti

et la classe prolétarienne, que l'ont peut résumer dans cette conclusion évidente que c'est seulement au moyen du parti et par l'action du parti que le prolétariat devient une classe pour soi et pour la révolution - tout cela appartient à la théorie pure à laquelle nous adhérons tous et qui est désormais hors de discussion.

4. Nous avons coutume d'appeler questions de tactique (toujours avec cette réserve qu'il n'existe pas de domaine autonome) celles qui surgissent et se développent historiquement dans les rapports entre le prolétariat et les autres classes, entre le parti prolétarien et les autres organisations prolétariennes.

nes, entre le parti prolétarien et les partis bourgeois et non prolétariens.

5. Le rapport existant entre les solutions tactiques (qui ne doivent pas aller à l'encontre des principes doctrinaux et théoriques) et le développement multiforme des situations objectives, qui sont, en un sens, extérieures au parti, est certainement très variable; mais comme on peut le voir dans les Thèses de Rome sur la tactique, qui sont un projet de thèses pour la tactique internationale, la Gauche a soutenu que le parti doit dominer et prévoir ce rapport.

Pour simplifier à l'extrême, il y a des périodes où la situation objective est favorable tandis que le parti en tant que sujet se trouve dans des conditions défavorables; il peut y avoir le cas contraire; il y a eu également des exemples, rares mais significatifs, d'un parti bien préparé et d'une situation sociale qui pousse les masses vers la révolution et vers le parti qui l'a prévue et décrite par avance: tel fut, comme l'a montré Lénine, le cas des bolcheviks en Russie.

6. Mettant de côté tout distinguo pédant, on peut se demander dans quelle situation se trouve la société d'aujourd'hui. Il ne fait pas de doute qu'elle ne pourrait être pire: une grande partie du prolétariat est non seulement écrasée par la bourgeoisie, mais contrôlée par des partis qui travaillent au service de celle-ci, et interdisent au prolétariat tout mouvement révolutionnaire de classe. C'est pourquoi on ne peut prévoir combien de temps s'écoulera avant qu'on sorte de cette situation de paralysie mortelle et que se manifeste de nouveau ce que nous avons défini comme une «polarisation» ou une «ionisation» des molécules sociales, prélude à l'explosion du grand antagonisme de classe.

7. Quelles sont les conséquences de cette période défavorable pour la dynamique interne du parti? Dans tous les textes mentionnés ci-dessus, nous avons toujours dit que le parti ne peut pas ne pas se ressentir des caractères de la situation réelle qui l'entoure. C'est pourquoi les grands partis prolétariens qui existent sont nécessairement et ouvertement opportunistes.

C'est une thèse fondamentale de la Gauche que notre parti ne doit pas pour autant renoncer à résister, mais qu'il doit survivre et transmettre la flamme tout au long du «fil du temps» historique. Il est clair que cela sera un petit parti, non parce que nous l'aurons décidé ou choisi, mais par nécessité inéluctable. En ce qui concerne la structure de ce parti, déjà à l'époque de la décadence de la IIIe Internationale, et dans des polémiques innombrables, nous avons repoussé différentes accusations, avec des arguments qu'il n'est pas nécessaire de rappeler. Nous ne voulons nullement que le parti soit une secte secrète, ou une élite qui refuserait tout contact avec l'extérieur par manie de pureté. Nous repoussons toute formule de parti ouvrier et travailliste excluant les non-prolétaires, formule qui est celle de tous les opportunistes de l'histoire. Comme cela apparaît clairement dans des polémiques remontant à plus d'un demi-siècle, nous ne voulons pas réduire le parti à une organisation de type culturel, intellectuel et scolastique. Nous en croyons pas davantage, comme certains anarchistes ou blanquistes, que l'on puisse rêver à un parti de conspirateurs tramant des conjurations et des actions armées.

8. Etant donné que la dégénérescence de toute la société se caractérise par la falsification et la destruction de la théorie et de la saine doctrine, il est clair que le petit parti d'aujourd'hui se caractérise essentiellement par la restauration des principes et de la doctrine, bien que les conditions favorables dans lesquelles Lénine a accompli cette tâche après le désastre de la première guerre fassent défaut aujourd'hui. Cependant, nous ne pouvons pour autant dresser une barrière entre théorie et action pratique, parce que, au delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-même ainsi que toutes nos bases de principe. Nous revendiquons donc toutes les formes d'activité propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent.

9. Tout cela mériterait de plus amples développements, mais nous pouvons dès

maintenant conclure en ce qui concerne la structure organisationnelle du parti dans une période si difficile. Ce serait une erreur fatale de considérer qu'il peut être divisé en deux groupes, dont l'un se consacrerait à l'étude et l'autre à l'action: une telle distinction est mortelle non seulement pour l'ensemble organique du parti mais aussi pour chaque militant. L'unitarisme et le centralisme organique signifient que le parti développe en son propre sein les organes aptes à différentes fonctions, que nous appelons propagande, prosélytisme, organisation du prolétariat, travail syndical, etc., etc., et demain, organisations armées, mais qu'on ne doit rien conclure du nombre des camarades qui ont été chargés de ces fonctions, parce qu'en principe aucun camarade ne doit être étranger à aucune d'entre elles.

C'est par accident de l'histoire que, dans la phase actuelle, les camarades qui se consacrent à la théorie et à l'histoire peuvent sembler trop nombreux, et trop rares ceux qui sont déjà prêts à l'action. Surtout il serait insensé de rechercher quel devrait être le nombre de camarades se consacrant à l'une ou l'autre activité. Nous savons tous que, quand la situation se radicalisera, d'innombrables éléments se rangeront à nos côtés d'une façon immédiate, instinctive, et sans avoir suivi des cours singeant ceux de l'université.

10. Nous savons fort bien que, depuis la lutte de Marx contre Bakounine, Proudhon et Lassalle, et dans toutes les phases ultérieures de l'infection opportuniste, le danger de dégénérescence a été entièrement lié à l'influence sur le prolétariat de faux alliés petits-bourgeois.

Notre infinie méfiance à l'égard de l'apport de ces couches sociales ne doit ni ne peut nous empêcher d'en utiliser, sur la base de puissants enseignements de l'histoire, les éléments d'exception, que le parti destina au travail de restauration de la théorie, sans laquelle il n'y a que la mort, et qui dans l'avenir devra connaître une diffusion à la mesure de l'immense extension des masses révolutionnaires.

11. Les décharges à haute tension qui ont jailli des pôles de notre dialectique nous ont appris que le camarade, le militant communiste et révolutionnaire, est celui qui a su oublier, renier, s'arracher de l'esprit et du cœur la classification dans laquelle l'a rangé l'état-civil de cette société en putréfaction; celui qui se voit et s'intègre dans la perspective millénaire qui unit nos ancêtres des tribus en lutte contre les bêtes féroces aux membres de la communauté future, vivant dans la fraternité et la joyeuse harmonie de l'homme social.

12. **Parti historique et parti formel.** Marx et Engels, à qui appartient cette distinction, se moquaient bien d'être membres d'un parti formel, et ils en avaient le droit puisque leur œuvre les plaçait dans la ligne du parti historique. Aucun militant d'aujourd'hui ne peut pour autant en déduire qu'il a le droit de choisir: d'être en règle avec le parti historique et de se moquer du parti formel. Ce n'est pas parce que Marx et Engels aient été des surhommes d'une espèce ou d'une race particulière. Mais il faut bien comprendre leur position, qui a un sens dialectique et historique.

Marx dit: parti *dans son acception historique*, au sens *historique*, et *parti formel* ou *éphémère*. La première notion implique la continuité et nous en avons tiré notre thèse caractéristique de l'invariance de la doctrine depuis que Marx l'a formulée, non comme une invention de génie mais comme la découverte d'un résultat de l'évolution humaine. Mais il n'y a pas d'opposition métaphysique entre les deux notions, et il serait stupide de les exprimer dans une formulette du genre: je tourne le dos au parti formel et je vais vers le parti historique.

Quand nous déduisons de notre doctrine invariante que la victoire révolutionnaire de la classe laborieuse ne peut être obtenue qu'avec le parti de classe et la dictature **de ce parti**, quand nous affirmons, guidés par les paroles de Marx, qu'avant l'existence du parti révolutionnaire et communiste le prolétariat est peut-être une classe pour la science bourgeoise, mais pas pour Marx ni pour

nous, voici ce qu'il faut en conclure: la victoire exige l'existence d'un parti méritant à la fois le nom de parti historique et de parti formel; autrement dit, elle exige que l'action et l'histoire réelles aient résolu la contradiction apparente - qui a dominé un long et difficile passé - entre parti historique, c'est-à-dire **contenu** (programme historique invariant) et parti contingent, c'est-à-dire **forme**, agissant comme force et pratique physique d'une partie décisive du prolétariat en lutte.

Cette mise au point synthétique doit être également appliquée aux étapes historiques passées.

13. C'est avec la fondation de la Ière Internationale en 1864 qu'on passe pour la première fois d'un ensemble de petits groupes et de ligues dans lesquels se manifeste la lutte ouvrière, au parti international prévu par la doctrine. Ce n'est pas ici le lieu de reconstruire le processus de la crise de cette Internationale qui fut défendue jusqu'au bout, sous la direction de Marx, contre les infiltrations de programmes petits-bourgeois comme celui des libertaires.

La IIe Internationale est reconstituée en 1889, après la mort de Marx mais sous le contrôle d'Engels - dont les indications ne sont cependant pas appliquées. Pendant quelque temps, le parti formel tend de nouveau à représenter la continuation du parti historique, mais ce lien est brisé au cours des années suivantes par le système fédéraliste et non centraliste de l'Internationale, par les influences de type parlementaire et du culte de la démocratie, et par la vision nationaliste des différentes sections, qui ne sont plus conçues comme des armées de guerre contre leur propre Etat, ainsi que le voulait le *Manifeste* de 1848; on voit apparaître le révisionnisme ouvert, qui dévalue le **but** historique et exalte le **mouvement** contingent et formel.

Lorsque naquit la IIIe Internationale, après le désastreux naufrage, en 1914, de presque toutes les sections dans le pur démocratisme et dans le nationalisme, nous y vîmes dans les années immédiatement postérieures à 1919, la pleine conjonction, à nouveau, du parti historique dans le parti formel. La nouvelle Internationale naquit ouvertement centraliste et anti-démocratique, mais le processus historique du passage des sections fédérées dans l'Internationale faillie à la nouvelle organisation fut particulièrement difficile, et précipité par le désir de passer immédiatement de la conquête du pouvoir en Russie à la conquête du pouvoir dans les autres pays européens.

Si la section née en Italie sur les ruines du vieux parti de la IIe Internationale fut particulièrement portée à saisir la nécessité de la soudure entre le mouvement historique et sa forme actuelle, ce n'est pas grâce au mérite des individus, mais pour des raisons historiques: elle avait mené des luttes particulièrement tenaces contre les formes dégénérées, en refusant toute infiltration non seulement des courants dominés par le nationalisme, le parlementarisme, et le démocratisme, mais également des courants (comme le *maximalisme* en Italie) qui se laissèrent influencer par un extrémisme de nature petite-bourgeoise comme l'anarcho-syndicalisme. Ce courant de gauche luttait particulièrement pour rendre rigoureuse les conditions d'adhésion (construction de la nouvelle structure formelle); il les appliqua pleinement en Italie, et quand elles donnèrent des résultats imparfaits en France, en Allemagne, etc., il fut le premier à y voir un danger pour l'Internationale.

La situation historique (l'Etat prolétarien s'était constitué dans un seul pays, alors que dans les autres on n'avait pas réussi à prendre le pouvoir) rendait difficile la claire solution **organique** consistant à laisser à la section russe le gouvernail de l'organisation mondiale.

La Gauche fut la première à comprendre qu'au cas où des déviations, dans l'économie intérieure comme dans les rapports internationaux, commencent à apparaître dans le comportement de l'Etat russe, il en résulterait une dissociation entre la politique du parti historique, c'est-à-dire de tous les communistes révolutionnaires du monde, et la politique d'un parti formel défendant les intérêts de l'Etat russe contingent.

14. Depuis, cet abîme est devenu si profond que les sections «apparentes» qui dépendent du parti-guide russe font au sens éphémère une vulgaire politique de collaboration avec la bourgeoisie, qui n'a rien à envier à la pratique traditionnelle des partis corrompus de la IIe Internationale.

C'est ce qui donne la possibilité (nous ne disons pas le droit) aux groupes issus de la lutte de la Gauche italienne contre la dégénérescence de Moscou, de comprendre mieux que tout autre à quelles conditions le parti véritable, actif, c'est-à-dire le parti formel, peut demeurer fidèle aux caractères du parti historique révolutionnaire, qui potentiellement existe au moins depuis 1847, et qui pratiquement s'est affirmé dans de grandes déchirures historiques, à travers la série tragique des défaites de la révolution.

Pour opérer le passage de cette tradition fidèlement transmise à un effort pour réaliser une nouvelle organisation de parti international sans rupture historique, on ne peut se fonder organisationnellement sur le choix d'hommes particulièrement qualifiés ou particulièrement au fait de la doctrine historique: on ne peut qu'utiliser organiquement la continuité la plus fidèle entre l'action du groupe qui défendait cette doctrine il y a quarante ans, et la ligne actuelle.

Le nouveau mouvement ne peut attendre de surhommes ni avoir de Messie, mais il doit se fonder sur la renaissance d'une tradition qu'on aura réussi à préserver à travers une longue période. Conserver cette tradition ne signifie pas seulement transmettre des thèses et rechercher des documents, mais utiliser des instruments vivants, qui forment une vieille garde et qui comptent transmettre une consigne intacte et puissante à une jeune garde. Celle-ci s'élance vers de nouvelles révolutions qui n'auront peut-être pas à attendre plus de dix ans pour se trouver au premier plan sur la scène de l'histoire; quant aux noms des uns et des autres, le parti et la révolution n'en ont que faire.

Transmettre correctement cette tradition par-delà les générations (et donc par-delà les noms d'hommes vivants ou morts), ce n'est pas seulement transmettre des textes critiques et utiliser la doctrine du parti communiste de manière conforme et fidèle aux classiques; c'est se rattacher à la bataille de classe que la Gauche mena au feu de la lutte réelle la plus acharnée dans les années 1919 et suivantes, et qui fut brisée moins par le rapport des forces avec la classe ennemie, qu'à cause du lien qui la faisait dépendre d'un centre qui, de centre du parti mondial historique, dégénérait en centre d'un parti éphémère infecté d'opportunisme, ce qui finit par entraîner sa défaite historique.

La Gauche tenta historiquement, sans

(Suite en page 8)

« Il Comunista » n°80-81 (Bimestrale) Agosto 2002

-Contrasti interimperialistici
-I proletari palestinesi in lotta contro i loro dirigenti borghesi
-A fianco dei proletari per affrontare le tragedie e i problemi della lotta per sopravvivere
-La borghesia dominante, talvolta, deve ammettere che Marx aveva ragione: lo sviluppo ineguale del capitalismo comporta l'accumulo di enormi ricchezze in un pugno di paesi sviluppatissimi e di enorme miseria nel resto del mondo
-Critica alle posizioni falsamente marxiste: - Il nuovo «programma comunista» sulla questione palestinese - Il gruppo «Partito comunista internazionale - Schio» sulla questione palestinese - «Il Partito Comunista» sulla questione palestinese - «Battaglia comunista» sulla questione palestinese
-Volantini: No all'accordo truffa tra il governo Berlusconi, enti locali e ... ! / I disoccupati contro i pianti truffa ! / «Siete stati voi del Comune», aveva scritto Bernardo, prima di darsi fuoco. Oggi qualcuno disonora la sua memoria, difendendo i suoi assassini!
-Sabra e Chatila. Vent'anni fa un massacro che l'esercito israeliano non riuscì a nascondere

Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable

(Suite de la page 7)

rompre avec le principe de la discipline mondiale centralisée, de mener un combat révolutionnaire, même défensif, en sauvant l'avant-garde prolétarienne de la collusion avec les couches intermédiaires, leurs partis et leurs idéologies voués à la défaite. Cette possibilité historique de sauver sinon la révolution, du moins le noyau de son parti historique nous ayant également fait défaut, nous avons recommencé aujourd'hui, dans

une situation objective de paralysie totale, avec un prolétariat infecté jusqu'à la moelle par le démocratisme petit-bourgeois. Mais l'organisme naissant, utilisant toute la tradition doctrinale et pratique confirmée par la vérification historique de nos justes prévisions, l'applique même à son action quotidienne, en s'efforçant de reprendre contact, à une échelle toujours plus grande, avec les masses exploitées, et il élimine de sa structure ce qui avait représenté une des erreurs de départ de l'Internationale de Moscou, en liquidant la thèse du centralisme démocratique et l'application de tout système de vote, de même qu'il a éliminé de l'idéologie du

moindre adhérent toute concession à des positions démocratiques, pacifistes, autonomistes et libertaires.

C'est dans cette direction que nous nous efforçons de faire d'autres pas en avant, en utilisant les amères leçons du passé pour conjurer de nouvelles crises de la ligne du parti historique, et en éliminant les misères et les mesquineries que nous a présentées l'histoire de tant de malheureux partis formels. En cela également nous suivons les mises en garde de nos premiers grands maîtres sur l'âpreté de la lutte contre les influences d'un milieu bourgeois dominé par le commerce, l'adulation personnelle, et la vulgaire chasse

au pouvoir et à la popularité de gnomes qui, trop souvent, rappellent ceux que Marx et Engels écartaient avec un tranquille mépris de leur chemin, pour qu'ils ne le salissent pas.

(1) Les «Thèses de Rome» adoptées lors du IIe Congrès du PC d'Italie (1922), comme les «Thèses de Lyon» présentées par la Gauche au IIIe Congrès de ce parti qui se tint en France pour cause de fascisme (1926), ainsi que ces «Considérations...» se trouvent dans le recueil «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du P.C.International n° 7 (7,5 €).

Seul le renversement de l'Etat israélien et de tous les Etats bourgeois fera disparaître l'oppression des masses palestiniennes!

Les massacres commis par la soldatesque israélienne, les conditions effroyables que connaissent les masses palestiniennes à la suite des destructions israéliennes et des bouclages des Territoires (70 % de chômeurs à Gaza), ne suscitent de la part de la dite «communauté internationale» (la bande de super-terroristes et de gangsters internationaux que constituent les Etats bourgeois) que de vagues et creuses protestations, démontrant ce que peuvent attendre les opprimés des négociations diplomatiques ou de l'ONU: rien! Ce n'est pas le «Droit», la «Justice», la «Démocratie», les bons sentiments, l'amour de la Paix ou autres mystifications qui règlent les rapports entre les Etats, entre les classes sociales, entre les oppresseurs et les opprimés, mais la force: **qui a la force a le droit!**

Le «processus de paix» ne signifiait pas autre chose que la **légitimation de la colonisation israélienne** par les dirigeants palestiniens qui, en échange de leur renonciation définitive à la lutte armée et leur promesse d'y maintenir l'ordre, voyaient reconnaître leur autorité sur les «Territoires autonomes», en attendant un éventuel Etat. Ce «processus de paix» que les dirigeants israéliens aujourd'hui déclarent mort, ne visait pas à l'élimination de la colonisation, et de l'exploitation des **prolétaires** et des **masses palestiniennes**; il faisait miroiter la reconnaissance éventuelle d'une petite place aux **bourgeois palestiniens** dans l'ordre impérialiste, d'une petite place au banquet des cannibales, à la condition qu'ils se montrent capables de mater leurs prolétaires, de les faire se résigner à l'oppression et à la misère, de les empêcher de lutter contre leurs oppresseurs.

Il y a bien longtemps que les dirigeants nationalistes avaient abandonné la perspective révolutionnaire de renversement de l'Etat israélien afin de le remplacer par un Etat laïque unitaire en Palestine abolissant les privilèges de race ou de religion (car seule la **révolution prolétarienne** pouvait y arriver), pour quémander auprès d'Israël et de ses parrains impérialistes l'aumône d'un petit **Etat bourgeois croupion**. Pour se rapprocher de cet objectif ils avaient accepté que ce futur éventuel Etat - démilitarisé - ne s'étende que sur une petite partie du territoire palestinien et qu'en attendant on ne leur concède que des mini-bantoustans dont toute la vie dépend du bon vouloir de l'Etat israélien (contrôlant le marché du travail, l'eau, l'électricité, le commerce «extérieur», les voies de communication, etc.); ils ont sacrifié dans les faits le sort des centaines de milliers de réfugiés qui croupissent dans les camps en Jordanie, au Liban ou en Syrie, **opprimés par les Etats locaux** (plus de 2 millions au total, dont le «droit au retour» n'avait été avancé que démagogiquement par les négociateurs palestiniens, selon leur propre aveu); ils ont accepté de faire la police pour le compte d'Israël et de l'impérialisme international, collaborant étroitement avec la CIA et les services secrets américains: malgré les exactions et les tueries croissantes des militaires israéliens ils ont obéi aux injonctions des Etats-Unis et des Etats européens, en accroissant la répression... contre les militants anti-israéliens et les manifestations anti-américaines. Ja-

mais ils n'ont utilisé la seule force armée véritable existante, les 30.000 policiers palestiniens, pour protéger la population contre les raids et les invasions israéliennes (à part, semble-t-il, à Jenine): leur rôle est au contraire de réprimer cette population

TOUS LES ETATS BOURGEOIS SONT COMPLICES ET SOLIDAIRES DE LA RÉPRESSION DES MASSES PALESTINIENNES!

Cela fait de nombreux mois que les dirigeants américains ont donné au gouvernement d'union droite-gauche Sharon-Pérez le feu vert à sa politique répressive déchaînée et qu'ils ont multiplié les pressions sur l'Autorité Palestinienne pour qu'elle satisfasse aux exigences israéliennes toujours plus pressantes. Sans leur autorisation explicite les Israéliens n'auraient pu utiliser l'armement fourni par les Etats-Unis pour effectuer des raids sur les Territoires palestiniens, puis les envahir, continuer leurs assassinats politiques ou bloquer Arafat dans sa résidence, etc. Bush a ouvertement déclaré que Sharon est un «homme de paix» (la paix des cimetières!) et qu'Israël respecte à la lettre les volontés des USA...

Tout en réitérant publiquement leur soutien à Arafat, tout en critiquant la destruction par les militaires israéliens des principaux investissements européens (port et aéroport) en territoire palestinien, les impérialismes européens se sont en pratique alignés sur la politique israélo-américaine: avec la Russie ils ont accentué la pression sur les dirigeants bourgeois palestiniens pour qu'ils «combattent le terrorisme», c'est-à-dire pour qu'ils répriment les groupes et militants armés et fassent se résigner la population à l'oppression israélienne, et ils se sont bien gardés de prendre les moindres mesures concrètes pour faire pression sur l'Etat israélien.

Quant aux pays arabes «frères» ils n'ont pour la plupart même pas élevé les quelques critiques émises par les européens. Le gouvernement égyptien a sans aucun doute exprimé leur sentiment profond lorsqu'il exprimé sa colère qu'Arafat n'ait pas réussi à ramener le calme parmi la population palestinienne...

Tous ces Etats bourgeois n'ont en définitive qu'un seul souci: **contrôler, circonscrire, éteindre si possible, le dangereux foyer de troubles que constituent les masses palestiniennes opprimées en continuant la révolte contre cette oppression**. Les dirigeants américains actuels privilégient jusqu'ici d'autant plus la solution de force qu'ils ne sont pas directement impliqués sur le terrain. Les Européens, plus proches du théâtre des opérations, craignent qu'une telle option n'ait des conséquences incontrôlables sur le fragile équilibre politique et social des pays arabes (voire même chez eux, par l'intermédiaire de leurs populations originaires de ces régions); mais tout en aspirant à se réintroduire dans une région dominée aujourd'hui par l'impérialisme américain, ils ne veulent surtout pas s'opposer ouvertement à lui: c'est pourquoi ils se cantonnent à d'hypocrites vœux pieux. Les bourgeoisies arabes, de leur côté, redoutent comme un cauchemar une éventuelle contagion de la combativité palestinienne parmi leurs propres masses exploitées et opprimées. Il serait

trop risqué pour elles de jouer la comédie de la solidarité avec les palestiniens, même au niveau du seul discours, comme cela était encore possible il y a vingt ou trente ans. Elles en sont réduites à espérer en silence que quelqu'un, quel qu'il soit, Sharon ou Bush si Arafat n'y arrive pas, réussisse à étouffer l'incendie avant qu'il ne déborde de ses frontières. Pour tous, la «paix» ne signifie que la **préservation de leur domination de classe**.

MINI-ETAT, REPRISE DES NÉGOCIATIONS DE PAIX SONT DES IMPASSES BOURGEOISES! UNION DE TOUS LES EXPLOITÉS DANS LA LUTTE POUR INSTAURER LEUR POUVOIR DE CLASSE EN DÉTRUISANT TOUS LES ETATS BOURGEOIS!

Les déclarations américaines sur le remplacement des dirigeants palestiniens démontrent à nouveau que la puissance impérialiste n°1 ne va pas distendre ses liens avec l'Etat qui est son plus fidèle et plus solide allié de la région - Israël - ou d'exercer sur lui une pression pour lui faire renoncer à ses conquêtes et faire des concessions significatives. Alors que les conditions bestiales dans lesquelles vivent les larges masses palestiniennes poussent celles-ci continuellement à la révolte et à la lutte (les attentats suicide sont la manifestation de cette situation désespérée), les bourgeois israéliens - en plein accord avec les Etats-Unis - ne veulent surtout pas que se relâche la répression et ils multiplient les actions militaires directes pour terroriser la population palestinienne. Malgré tous les efforts de celles-ci pour collaborer avec eux, ils ne pardonnent pas aux Autorités Palestiniennes leur incapacité à réprimer suffisamment les masses.

Quand reprendront des négociations entre bourgeois pour instaurer un mini-Etat Palestinien, ce ne sera donc qu'après qu'Israël et les Etats-Unis, mais aussi les Etats Européens et les Etats Arabes, soient tout à fait assurés que cet Etat soit capable de discipliner les masses palestiniennes. Loin de représenter la fin de l'oppression, des discriminations, des exactions, cet Etat ne serait autre chose qu'un **bagne pour les prolétaires** qui resteraient toujours obligés d'aller travailler en Israël où ils constituent une couche sans droit et exploitée à merci, à l'image des bantoustans inventés par le régime sud-africain d'apartheid pour parquer la main d'œuvre noire.

Ce ne sont pas ces négociations diplomatiques qui permettront aux opprimés et aux exploités de voir la fin de leurs souffrances; ce n'est pas l'intervention de tel ou tel impérialisme qui apportera un soulagement effectif à leur situation; ce ne sont pas les bourgeois de l'«Autorité Palestinienne» qui les défendront. Mais ce ne sont pas non plus les orientations «radicales» nationalistes ou religieuses qui peuvent être une solution, car elles restent sur le terrain bourgeois et cherchent en fait un accord avec le colonialisme ou l'impérialisme. Tant que continuera à exister l'**Etat colon et gendarme de l'impérialisme** qu'est Israël au militarisme hypertrophié et fondé sur le *privilège juif*, le processus de **colonisation** et le **terrorisme d'Etat** continueront. Tant que continueront

à exister les Etats bourgeois, l'oppression, l'exploitation et la misère continueront. Tant que durera l'ordre impérialiste, dureront toutes les souffrances dont souffrent les exploités - et tant que ceux-ci feront confiance à des bourgeois, ils ne pourront s'en sortir: c'est l'ordre bourgeois qu'il faut abattre, au Moyen-Orient comme en Europe et partout.

Les seuls alliés des masses palestiniennes sont les exploités et les prolétaires du monde entier. Les prolétaires des métropoles capitalistes ont une responsabilité particulière, parce qu'ils ont entre leurs mains la possibilité de paralyser et de détruire cet ordre impérialiste; si puissant soit-il, il ne pourrait résister à la lutte révolutionnaire des prolétaires des métropoles capitalistes venant au secours de la révolte des masses opprimées du monde: **la véritable solidarité avec les masses palestiniennes nécessite la reprise de la lutte de classe contre «notre» bourgeoisie et son Etat impérialiste**. La perspective prolétarienne du retour à la **lutte révolutionnaire, anticapitaliste, internationaliste et internationale**, à ses objectifs, à son programme, à ses méthodes, à son organisation, est la seule solution véritable: c'est pour elle qu'il faut commencer à lutter dès aujourd'hui, contre tous les faux amis des opprimés, contre toutes les impasses bourgeoises, pour l'union internationale des prolétaires.

SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE AVEC LES PROLÉTAIRES ET LES MASSES PALESTINIENNES!

A BAS L'OPPRESSION ISRAÉLIENNE! A BAS L'IMPÉRIALISME!

LUTTE DE CLASSE CONTRE TOUTES LES BOURGEOISIES ET TOUS LES ETATS BOURGEOIS!

SOUSCRIPTION PERMANENTE

4e liste 2002

André: 7,5 / Jean-Pierre: 7,5 / Paris: 270,00 + 100,00 / Roger: 23,00 / Tours: 7,5 / Victor: 120,00 / Yves: 22,5

Total liste: 435,00
Total général: 3.475,37 €

CORRESPONDANCE :

Pour la France :
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse :
Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'**ordre de:** Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5€/30FS/£10. **Abonnement de soutien:** 15€/60FS/£20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4€/10FS / £3 / Amérique latine: US\$1/USA et Cdn: US\$4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32€/80FS/£25 /Amérique latine: US\$8/USA et Cdn: US\$35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5€/5FS/£1,5. **Abonnement:** 13,5€/35FS/£13,5. **Abonnement de soutien:** 27€/70FS/£27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3€/8FS /£2 / America latina: US\$0,5/USA et Cdn: US\$3. **Prix de soutien**, le numéro: 6€/16FS/£4 / America latina: US\$1/USA et Cdn: US\$6. **Imprimé par nos soins.**